

SANS FRONTIÈRE

HEBDO

N 7

5F.F. Maroc 4,40 D.H.

Semaine du 17 au 23 janvier 1981

Saint-Georges :

Qu'as-tu fait à tes frères immigrés ?

*« Pas de ghettos »
répondit l'écho*



Guadeloupe :
**La question du pouvoir
à l'ordre du jour**

Page 7

Sénégal :
**Senghor est-il
vraiment parti ?**

Page 8

L'espoir d'être comprise

J'attire l'attention de toutes les femmes immigrées vivant la même situation que moi, mais plus particulièrement aux Maghrébines. D'origine arabe, j'ai 19 ans, fille de parents ouvriers et séparés. Depuis dix-sept ans en France, j'ai dû faire face à la vie très jeune. Confrontée à deux mondes différents, l'européen et le musulman, un jour j'ai dû choisir, mais je n'ai pu faire mon choix ; en moi deux femmes se battent, l'européenne et la musulmane. Pour moi, l'une ne va pas sans l'autre. Sans ce contraste, mon existence n'aurait pas de sens et puis je n'aurais pas l'impression d'être moi-même à part entière.

Certaines femmes se sont européannisées ; l'ont-elles voulu, ou plutôt y ont-elles été contraintes ?

Je suis une arabe avant tout et je tiens à le rester. Mais je veux me faire accepter comme telle avec toutes mes idées ainsi que ma façon de vivre. Je ne tiens nullement à ce que l'on me compare à une européenne étant donné que je n'en suis pas une.

La plupart du temps, c'est ainsi que l'on nous voit parce que nous nous permettons de faire telle ou telle chose. Personnellement pour moi bien sûr avec toute mon optique car chacun a le droit de se faire une opinion.

Celles qui deviennent entièrement européennes et qui adoptent cette vie à mon avis n'ont pas gardé leur vraie personnalité, puisqu'elles l'ont jetée aux orties.

D'autres sous l'autorité du père ou du frère refoulent en elles tous les désirs qu'elles ont, s'avouent sans s'être battues afin de changer leur condition.

N'ayant pas de frère aîné et plus mon père, mais une mère assez rigide et qui a énormément de préjugés ; j'ai lutté afin d'obtenir ma liberté et je lutte toujours. Mais j'ai dû pour cela faire face aux pires insultes, aux coups, aux malédictions sans ces-

se répétées. Malgré ma grande sensibilité, j'ai tout supporté et je le fais encore. Aujourd'hui ma mère ne me frappe plus, mais elle m'insulte et me maudit toujours.

Malgré cela, je persiste tout de même encore à lui faire adopter une optique différente de la mienne et non plus celle qu'elle a toujours, dite de la femme soumise et qui est pour moi depuis toujours la femme objet et opprimée.

Le désir que j'ai, et celui de toutes celles qui vivent cela, c'est de vivre sans être mal jugées ni même condamnées. Nous ne sommes nullement une génération de femmes à part. Nous faisons partie d'une société européennes où se côtoient hommes et femmes de toute race et de toute culture à une époque où il nous est pratiquement impossible de vivre comme nos mères et nos grand-mères à la leur. Je sais que celles qui sortent le soir dans une discothèque, qui vont boire un pot dans un café, qui fument et qui surtout osent le faire dans la rue (je fais partie de celles-là) et cela ce ne sont que des exemples parmi tant d'autres, sont très mal considérées par vous, messieurs les hommes. Je peux vous dire que si nous agissons ainsi, et là je vais me répéter encore, nous n'avons rien d'exceptionnel. Nous sommes peut-être musulmanes nous savons que nos racines ne sont pas d'ici et que notre culture est différente du pays où nous vivons, mais nous ne sommes pas d'une race mieux qu'une autre ; mais des êtres humains avant tout qui ne demandent qu'expression et compréhension.

Je trouve intolérable la vie parmi des individus incompréhensifs à notre égard, qui nous rejettent comme si nous étions des pestiférés et qui se bouchent les oreilles quand nous cherchons à leur faire admettre que c'est ainsi que nous sommes et que nous tenons pas à nous plier à leur conformisme.



Photo D.R.

Si nous nous révoltons c'est parce qu'on en a assez de nous voir dirigées par nos proches. J'estime que notre existence nous appartient et que nous avons le droit de la mener comme bon nous semble. A nous de savoir où est le bien et le mal !

Pour le mariage arrangé et prévu entre nos familles, je le refuse totalement, je pense que nous sommes capables de choisir celui avec qui nous voulons faire notre vie. La religion musulmane a sa grande importance, pour moi j'ai la foi en elle-même si je ne la pratique pas entièrement (ex. prières).

Je respecte certaines coutumes parce qu'elles me semblent justifiées mais j'en rejette certaines incohérentes pour moi (ex. interdire à la femme de sortir).

Si je me suis permis de faire cet article, c'est dans l'espérance d'être comprise par tous ceux qui le liront.

Ceux qui désirent me donner leur avis et même leur critique peuvent m'écrire au journal qui transmettra : Mlle Ayadi Fatiha, journal *Sans Frontière*, 33 bd St Martin. 75003 Je leur répondrai

Fatiha Ayadi

« Peuple Sans Frontière »

Je viens m'abonner à votre journal. Ayant un petit salaire, je ne peux guère vous soutenir plus en finance Je le regrette. Il est important que vous « viviez ». Déjà vivre avec des immigrés, c'est une chose, mais rentrer dans leur vie de l'intérieur, c'est autre chose, vous seuls pouvez nous y aider (indépendamment que ce journal est d'abord un lien, expression, action pour vous).

Je travaille dans une minuscule fonderie d'aluminium 99% Tunisiens, Algériens, je loge dans un foyer Sonacotra, Maghrébins, Africains noirs Français. Je mange de temps en temps dans un foyer « sociaux » à forte proportion maghrébine. Je vois que du fait du chômage, de même que d'être assis entre deux cultures, il y a une forte proportion de délinquance parmi les jeunes, vol, casse, vin, alcool, couteau. Moi-même, j'ai été agressé (sans mal, par chance) en plein jour par des Maghrébins. C'est pour cela aussi qu'il est urgent de rentrer, comprendre de l'intérieur pour être solidaire avec tous ceux qui luttent pour dénoncer et renverser les causes profondes de ces situations, et bâtir un « peuple sans frontière » qui s'aide, se respecte, afin que s'épanouisse les personnes et les cultures.

Je lutte par ailleurs avec d'autres Français contre la militarisation, source de crimes, de chaos économique, de famine, de nationalisme fanatique, d'embrigadement, nœud de tous les racismes, de toutes les délinquances, les morts.

Bonne équipe, tenez bon !

Raymond

NOUVEAUX TARIFS D'ABONNEMENTS

A l'ordre de « Sans Frontière », 35 rue Stephenson, 75 018 Paris — C.C.P. 420900 F Paris

— Soutien à partir de 300 francs —

	1 an	9 mois	6 mois	3 mois
France	220F	170F	120F	70F
Europe, Afrique	280F	220F	160F	90F
Par avion	320F	290F	170F	105F

Abonnement Réabonnement

Nom

Prénom

Adresse

Code postal Ville

sansfrontière

Siège social : 35 rue Stéphenon, 75018 Paris
Tél. : 606 15 68
Rédaction Paris : 33 bd Saint-Martin
75003 Paris. Tél. : 278 44 78.
Rédaction régionale Midi : 9 rue de la Rotonde
13001 Marseille. Tél. : (91) 62 58 93.
Fondateur de l'Association
« Editions sans frontière »
Louis Gallimardet
Directeur de la publication : Khali Hamoud
c.c.p. : 420900 F Paris
Commission paritaire N 61715
Diffusion N.M.P.P.
Imprimerie Voltaire-Roto, 93 Montreuil.

Les santiags de Djamila

Suite du numéro 6

Djamila s'était redressée d'un coup — C'est ça la Normandie ? — Des prés, des vaches, des haies, des arbres... c'était tout vert. De l'herbe partout. Bien sûr elle avait déjà vu des images de la campagne française sur les pubs dans le métro, elle en voyait plein partout, surtout pour les fromages et le beurre.

Dans vingt minutes, il serait arrivé. Il avait quitté l'auto-route.

Il roulait moins vite. Elle avait ouvert la fenêtre malgré le froid. — Ça sent drôle. Elle respirait fort et répétait — C'est l'odeur de la campagne française, c'est vraiment ça — Il souriait — On arrive — Déjà ! —

Suite et fin

La maison était chauffée. Elle n'était pas très grande, mais confortable. Des livres partout, des photos des tableaux. Jusque dans la vaste cuisine. Djamila s'était jetée dans un grand fauteuil anglais cossu, profond, les jambes à cheval sur les bras larges et ronds, les bottes croisées l'une sur l'autre.

—C'est beau ici.

—Tu trouves ?

—Oui, ça me plaît. C'est mieux qu'à Paris.

Tu viens voir le cheval ?

—Oui. Mais la boue, pour mes bottes ...

Il avait ri et lui avait apporté des bottes de caoutchouc, trop grandes pour elle.

—Tiens.

—On y va.

Tout de suite, elle avait apprivoisé le cheval arabe. Elle le montait aussi longtemps qu'elle pouvait, seule du matin au soir. Elle revenait de ses promenades, excitée, rose, elle qui avait une peau un peu jaunie dans ces pays humides, heureuse. Elle dévorait les plats que Suzanne, la femme du paysan préparait pour lui lorsqu'il venait écrire et se reposer dans cette maison. Suzanne avait regardé Djamila. Les Normands ne voyaient pas souvent des Arabes, encore moins une jeune maghrébine un peu rocky... Elle n'avait rien dit, mais il avait deviné sa surprise au sorcil gauche qui s'agitait dès que Djamila prenait le matin dans la cuisine avec elle. Il n'avait pu obtenir qu'elle restât dans la chambre avec lui, le café les tartines grillées et le jus d'orange. Elle sautait dans son jean et ses bottes de caoutchouc. Il l'entendait dire bonjour à Suzanne qui lui parlait de

la région. Elle ne parlait pas beaucoup à la vieille femme ; elle était courtoise, simplement. Suzanne lui cuisait des oeufs sur le plat qu'elle mangeait avant de courir à l'écurie.

Il aurait aimé se promener avec elle. Il connaissait bien les chemins, il l'aurait familiarisée avec la campagne verte, l'herbe qu'elle trouvait trop grasse et trop verte. Mais il ne la voyait pas beaucoup. Il n'en souffrait pas. Elle revenait affamée. Le soir, elle s'endormait souvent dans le fauteuil anglais près de la cheminée ou bien ils bavardaient. Elle disait qu'elle ne retournerait plus à Paris ni à Aubervilliers, si elle pouvait. Ils étaient là pour cinq jours.

—Tu t'ennuierais, tu sais.

—Non. Je sais que non.

Lorsqu'elle prenait un bain, elle l'appelait pour lui lire des passages. C'est Zola qu'elle avait choisi. Elle le lisait avec passion. Elle ne le trouvait pas bavard ni ennuyeux. Il s'asseyait en face d'elle sur le petit tabouret. Elle tenait le livre à la hauteur de son visage. Il ne la voyait pas. Il l'entendait lire de cette voix grave et sérieuse soudain. Elle hésitait souvent, répétait les mots, en déchiffrait certains. Il l'écoutait jusqu'au bout. Les fois suivantes il l'avait enregistré à son insu. Il aurait voulu pouvoir le faire lorsqu'elle chantait ces airs des hauts plateaux. Elle chantait en arabe d'une voix rauque et sèche, le visage sévère. Elle disait qu'elle ne comprenait pas les paroles. Elle avait si souvent entendu sa mère qu'elle les avait retenues malgré elle sans jamais se préoccuper de leur sens. Souvent il lui disait :

—Chantes, Djamila, chantes

Mais elle ne le faisait pas à la demande. Un jour il l'avait entendue de loin. Elle chantait à tue-tête, le cheval au pas le long des haies, il se promenait à pied au bord de la rivière. Elle lui avait raconté un soir qu'elle avait taillé une perche solide dans un tronc de coudrier pour faire avancer la vieille barque.

Elle avait réussi à glisser ainsi pendant une centaine de mètres au bout desquels un paysan, armé pour la chasse, l'avait hélée. Elle avait compris que c'était dangereux à cet endroit.

Elle n'avait pas eu peur. Elle aimait être seule. Suzanne lui disait chaque jour où on avait vu Djamila dans le pays. Sans qu'elle lui en parle, il savait tout de ses trajets et de ses haltes dans les bois, aux fontaines des villages, aux carrefours où elle devant demander sa route parce qu'elle s'était égarée. Elle n'aimait pas lire les cartes et n'avait jamais emporté celle qu'il lui avait donnée de la région. Au bout de quelques jours, elle connaissait mieux le pays que lui qui ne cessait de consulter sa carte. Elle parlait avec Suzanne le matin, plus volontiers depuis qu'elle parcourait la campagne en tous sens. Lorsqu'il pleuvait elle ne s'abritait guère et revenait, les cheveux humides et plus frisés encore, ou tout à fait collés à son front. Dans la maison elle remettait toujours ses bottes rouges et blanches. Il était revenu un jour avec un pantalon de cheval pour elle, à sa taille, il en était sûr, comme si elle avait été là avec lui, il ne pouvait se tromper. Elle l'avait déplié, regardé, essayé parce qu'il le lui demandait. Il était parfait ; elle avait

fait la moue devant la glace et ne l'avait jamais mis. Elle l'avait laissé déplié au pied du lit, fidèle à ce vieux jean crasseux que Suzanne avait réussi à laver une fois où Djamila s'était levée un peu tard. Elle avait protesté. Il lui avait prêté un kimono à carreaux noirs et blancs qu'elle avait gardé toute la journée plongée dans son Zola.

Il avait pensé retarder le retour à Paris. Après deux heures passées au téléphone du bureau de poste, il avait obtenu de rester quatre jours de plus en Normandie. Il n'en avait pas fait part à Djamila. Au fond, il partirait quand elle le voudrait. pas avant.

—Suzanne ! Djamila vous a dit quelque chose ?

—Non. Pourquoi ?

—Elle n'est pas encore rentrée. Il fait nuit. Ses promenades n'ont jamais duré au-delà de 7 heures du soir.

—Attendez encore un peu.

—Et si elle ne rentre pas ?

Ah ! ça ...

Suzanne avait préparé le dîner puis elle était partie. Le lendemain matin elle pressait le jus d'orange de Djamila lorsqu'elle entendit un bruit bizarre. Par la fenêtre elle aperçut le cheval arabe. Il marchait devant la maison sans selle ni rênes. Elle pensa qu'il attendait plus tôt que de coutume l'arrivée de Djamila. Les tartines grillaient, elle allait mettre les oeufs dans le poëllon ...

—Suzanne, Djamila a disparu.

—Et son petit déjeuner ? Je l'ai préparé ...

—Suzanne, Djamila est partie.

—Mais ...

Il avait attendu toute la nuit. Il guettait le pas du cheval arabe ou son galop, sa voix lorsqu'elle lui parlait avant de le ramener à l'écurie. A trois heures du matin il avait failli se rendre à la gendarmerie, mais la dénoncer ainsi aux flics, non. Il avait cherché partout dans la maison, dans le jardin, l'écurie. Elle avait peut-être laissé un mot. Des papiers qui traînaient pouvaient être des indices. Ses bottes n'étaient plus là. La culotte de cheval toujours au pied du lit. Pour le reste, elle n'avait rien. Les Zola étaient à leur place autour du fauteuil anglais.

Suzanne lui dit que le cheval était revenu seul. Il se précipita dehors saisit le cheval au mu-j seau, les yeux dans les yeux, comme s'il allait apprendre quelque chose de lui. Il arrivait à Djamila de le monter à cru. Il ne s'étonna pas de le voir sans harnachements. Le cheval se dirigea au petit trot vers l'écurie.

Il fouillait encore comme si Djamila avait pu laisser une lettre. Il feuilletait dix fois de suite les livres de Zola, qu'elle

avait lus, et ceux qu'elle avait déjà rangés. Il secoua les manches du kimono qu'elle avait porté une journée. Il regarda au fond des bottes en caoutchouc y passant plusieurs fois la main. Rien. Il était midi.

Il dit à Suzanne qu'il ne devait jeunerait pas.

Il sortit, sella le cheval et partit.

Vers huit heures il ouvrit la porte de la maison. Suzanne était encore là, assise elle attendait.

—On ne vous a rien dit ?

—Personne ne l'a vue dans la région. Elle a peut-être eu un accident.

—Non, Suzanne, Djamila n'a pas eu d'accident. Elle n'agonise pas au fond d'un fossé. Elle ne perd pas son sang au milieu d'une route, écrasée par un poids lourd. Elle ne s'est pas perdue dans les bois. Elle n'a pas été mangée pas les loups.

Non, Suzanne. Djamila est partie.

Il était désespéré. Suzanne le regarda, frappée par sa détresse. Il répéta :

—Djamila est partie. Elle ne reviendra pas. Puis, il ajouta :

—Je pars tout de suite.

A Paris, il la chercha, partout où il pensait qu'elle pourrait être, avec dans la tête sa géographie du Paris immigré, du Paris des jeunes maghrébins : Strasbourg-Saint-Denis, Sébastopol jusqu'à République ; Saint-Michel, Châtelet vers Odéon, Saint-Germain. Il alla plusieurs fois de suite dans les boîtes de jeunes immigrés où sa présence paraissait incongrue. Il demanda aux patrons s'ils avaient vu Djamila. Ils répondaient toujours : —Non.

Il attendit chez lui. Chaque coup de téléphone le bouleversait. Ce n'était jamais elle.

Il y pensa pendant une année. Puis, il n'y pensa plus.

Un soir, dans les Halles, du côté de Beaubourg, il la vit assise au milieu de jeunes Maghrébins. Très maquillée, elle qui ne mettait que du « khol » à ses yeux et jamais de rouge. Il ne put s'empêcher d'appeler :

—Djamila !

On ne lui répondit pas. Il crut s'être trompé. Il s'avança vers le banc. Lorsqu'elle le vit, elle ouvrit la bouche comme pour crier et se sauva. Elle portait encore les bottes rouges et blanches. Elle courait vite. Elle disparut. Il ne la suivit pas.

Le soir le téléphone sonna. Il ne décrocha qu'au cinquième appel. C'était elle, il en était sûr. Il dit :

—Allo ! Djamila ...

La mort d'un solitaire

Rennes : avril-mai 1980. Une grève de près de deux mois soulève les étudiants rennais pour lutter contre les expulsions de leurs camarades étrangers, tout comme de très nombreuses universités françaises, même si le mouvement n'a jamais réussi à prendre une véritable ampleur nationale.

Rennes : décembre de la même année. Six mois plus tard, un étudiant marocain qui s'est injustement vu refuser une inscription en MPI (Maths-physique-informatique) se jette d'un immeuble en construction dans l'ignorance générale.

Ahmed Youbi était un solitaire. Après un an d'échec en DEUG « A » de MPI à Grenoble, il vient se réinscrire en première année, ici, dans le campus-ghetto de Beaulieu à Rennes. N'ayant pas de problèmes financiers, pour sa première année, il choisit de prendre une chambre en ville. Il ne connaît personne et personne ne le connaît. Son camarade de TD (travaux dirigés) raconte qu'en cours, en amphithéâtre, il est toujours seul dans le fond. En TD, alors que tout le monde travaille par deux, lui reste tout seul et ne parvient pas à terminer ses démonstrations. Victime du racisme quotidien il a de surcroît personnellement, des difficultés certaines d'intégration. Un jour, il se lève et demande au professeur de se retirer en raison de la présence dans la classe de personnes hostiles à son égard. On ne le verra pas pendant un mois.

Pourtant Ahmed est loin d'être un *fumiste*. S'il n'est pas très assidu (et pour cause : il est, semble-t-il, très malade et a été hospitalisé plusieurs fois en deux ans), il se renseigne régulièrement sur les cours, les examens, les devoirs à faire...

« Il avait des problèmes en informatique » me confit Somatri, matière bien entendu à travaux dirigés. Et comme il ne demande jamais d'aide à personne... Mais on n'est pas bien inquiet pour lui. C'était un grand garçon qui paraissait solide, à la démarche presque militaire et Somatri de l'imiter avec un voile dans la voix. « S'il avait eu des problèmes dépressifs... on aurait pu faire quelque chose pour lui. Mais il ne nous a jamais rien dit » affirme l'infirmière de la cité.

Car, en effet, depuis son échec en juin, il a obtenu provisoirement une chambre en cité à Beaulieu. Les examens de septembre seront à nouveau négatifs et Ahmed veut donc se réinscrire, en DEUG « B » cette fois. Se pose pour lui l'épineux problème de la dérogation puisqu'il a déjà fait trois années en DEUG. Celle-ci lui sera refusée. Sans inscription, il doit également perdre son logement en cité.

Ahmed n'a plus alors d'autre alternative que de rentrer chez lui étant expulsable à tout moment. Mais il a dit à son père qu'il était en licence. Quelle terrible vexation que de rentrer parmi les siens sans le moindre diplôme dans les poches. Est-ce pour y échapper qu'il décide de mettre fin à ses jours : toutes les suppositions sont permises.

Il est d'abord victime d'une syncope dans la nuit du vendredi au samedi 5 décembre. Tandis que tout le monde s'affaire autour de sa chambre, ce n'est pas à son compatriote d'en face qu'il demande de prévenir ses parents (celui-ci reconnaît qu'il ne connaissait même pas sa nationalité) mais à un copain togolais à qui il a vendu son magnétophone peu de temps auparavant. Transporté à l'hôpital, il le quittera prématurément le dimanche suivant et n'aura plus jamais besoin d'y retourner.

Avertie par le directeur de la cité, l'Union Nationale des Étudiants Marocains (UNEM) organisera une Assemblée Générale de simple information. L'ambassade prenant en charge le rapatriement du corps (acquis de l'action de l'UNEM pour les uns, évacuation d'un poids qui dérange pour les autres), l'UNEM se contentera d'une collecte pour lui acheter une couronne. Pas un seul étudiant français n'a été informé

de ce qui s'est passé, la scolarité de la faculté n'était même pas au courant de sa disparition. Le black-out total fait autour de cette mort en dit long sur le peu de cas qu'on peut faire des étrangers en France. Il peut aussi poser certaines inquiétudes quant au mouvement étudiant de l'année passée. Quand comprendra-t-on que la lutte contre le racisme est un combat de chaque jour.

Bien sûr un suicide cache toujours un côté énigmatique que l'on ne peut jamais résoudre. Mais celui-ci est paru tellement sans importance aux yeux de tout le monde que l'on s'interroge. Y compris parmi les étudiants étrangers, certains lui rejettent la faute : « c'était un malade, un déséquilibré ». D'autres se sentent responsables, sincèrement concernés. « Ici, la cité est morte, il n'y a rien à faire, on est loin de tout » (la cité comprend 20% d'étrangers, mais près de 100% lors des vacances ou des week-ends). « Les étudiants nous acceptent très mal. Je suis en France depuis cette année, mais j'ai déjà pensé plusieurs fois à rentrer chez moi ».

Ahmed, pour sa part, a réalisé ce rêve ; il a quitté ce « beau pays qu'est la France-terre d'accueil ». Et la vie avec.

Alain BICHON

PUBLICITE

Au sommaire du numéro 4 janvier 1981

Mourir à Belfast

Sorj Chalendon, Alain Fritel, Christian Salmon.

La résurrection du F.L.B.

Jean-Michel Carpentier, Alain Hurtig

Qui a peur de Peter-Paul Zahl ?

François Aubral, Christian Salmon

Coluche, le dernier truc rétro

Baudrillard

Rock, rengaine d'une autre époque

Jean-Yves Sécheresse

Voyage au bout de l'apprentissage

Dominique Gatto et Samir Amrouche

CGT : qu'est-ce qui t'arrive, Antoinette ?

Marie-Geneviève Lentaigne

A Tourcoing, communiste, notable et dissident

Antoine Miray

Demandez-le à votre marchand de journaux

Édité par la SET 26, rue Feydeau - 75002 Paris



Le 28 avril dernier, l'avant-projet d'un centre culturel destiné aux quelques 3000 musulmans de la ville de Rennes était approuvé à l'unanimité du conseil municipal de cette ville.

Mais cette décision n'allait pas sans déclencher des réactions hostiles qui ne tardèrent pas à se manifester.

Tout d'abord des riverains, regroupés en une association de défense de co-proprétaires qui, font signer une pétition qui recueillera six cents signatures. Pour la plupart, ils craignent que la création du centre n'apporte une « moins-value » de leurs appartements. Mais ce sont des arguments écologiques qu'ils avancent pour justifier leurs oppositions au projet : « il y a un espace vert que nous ne voulons pas voir disparaître ».

D'autres invoquent la loi sur la séparation de l'église et de l'Etat, de la tradition républicaine et que sais-je encore ?

Pour s'élever avec véhémence contre le projet. Alors que c'est tout simplement la peur de « l'autre » qui les anime. « Ces gens-là, ont une vie et des mœurs différentes de la nôtre et de plus le centre sera implanté entre deux écoles publiques des problèmes de sécurité vont se poser ».

LE VOLTE-FACE DU PARTI COMMUNISTE

Bien qu'ils s'étaient prononcés, en faveur du projet, aujourd'hui, les élus communistes font volte-face, en invoquant eux aussi la tradition républicaine, la séparation de l'église et de l'Etat. De plus, ils considèrent, qu'en regroupant les immigrés autour de ce centre, on constituerait un ghetto avec des conséquences dramatiques, pour la cohabitation des immigrés-français.

C'est à croire que le parti Communiste est devenu malade des immigrés, depuis qu'il a découvert des « ghettos », il en voit partout. Espérons que pour les fidèles de Rennes, qu'ils ne leur enverra pas un commando armé de bonnes intentions comme

à Vitry, pour que cesse cette intolérable présence qui sra la mosquée de Rennes.

ON EN VEUT PAS

Jeudi 8 janvier, au Carrefour 18, plus de 300 personnes prennent part à la confrontation à propos du centre culturel islamique. D'un côté, les représentants de l'association des co-proprétaires de l'autre côté, ceux venus apporter leur soutien au projet de la municipalité.

« on n'en veut pas c'est tout. C'est comme le nucléaire, tout le monde en veut mais ailleurs ». C'est en ces termes que s'expriment ceux qui sont contre la mosquée. Il sera aussi reproché à la ville de négliger les handicapés, ou même les églises, pour servir les immigrés.

Une intervention en arabe, provoquera des rires moqueurs, alors que l'orateur était tout simplement venu expliquer l'importance d'une mosquée pour la communauté musulmane forte de 3000 âmes. Il aura fallu beaucoup de courage au maire de la ville M. Hourtin pour affronter les huées et les sifflets de la salle.

« Nous avons répondu à toutes vos objections sur le plan technique. Elles ne tiennent pas. Je voudrais maintenant, que vous nous disiez vraiment pourquoi vous êtes contre le projet. Cette opposition là vous n'avez pas le courage de nous la dire. Si vous êtes courageux allez devant le tribunal administratif ».

LES COMMUNISTES N'ETAIENT PAS LA...

Ils brillaient par leur absence, les anti-ghettos. Il leur a manqué un peu de courage pour expliquer leur volte-face. C'est vrai qu'ils étaient affairés à préparer la venue prochaine de Georges Marchais. Mais oui, suis-je bête les élections approchent. Ah, si les immigrés votaient... Mais cela ne fait rien, ils ne l'emporteront pas au paradis...

Farid AICHOUNE

Paris

Grève de la faim contre la répression

Quatre mois après la prise du pouvoir en Turquie par les militaires, les dix travailleurs turcs en grève de la faim depuis le 12 janvier 1981 à Paris, ont dressé lors d'une conférence de presse un sombre bilan de la répression que subissent les citoyens turcs depuis le coup d'état du 12 septembre 1980.

30 000 arrestations, selon les statistiques officielles, quatre pendaisons dont celle d'un jeune de 17 ans, 108 condamnations à mort, deux cents assassinats pendant les opérations de police, dissolution de syndicats et interdictions de journaux, tels sont entre autres violations des droits de l'homme, « les réalisations de la junte militaire turque », couverte par un silence et une inertie peu inhabituelle de l'opinion mondiale. C'est pour rompre ce si-

lence que plus de deux cents travailleurs turcs ont entamé en Allemagne Fédérale, en Belgique, et dernièrement à Paris, des grèves de la faim. Ils demandent l'envoi d'une commission d'enquête internationale en Turquie, l'arrêt de toute aide économique ou militaire à la junte, et l'arrêt des tortures. Leur mouvement vient d'aboutir à une première victoire toute relative vue l'ampleur de la répression, la publication par les journaux officiels d'une première liste de 204 « terroristes » arrêtés ; la liste comportait le nom de Behcet Dinlerer, mort sous la torture le 20 décembre dernier.

Vous pouvez aller soutenir les grévistes de la faim à la Maison Verte, 127 rue Marcadet, dans le 18ème arrondissement. Tél : 254 61 25.

L'affiche rouge : déchirée ... ?

L'action du maire de Vitry n'est pas une initiative municipale. Sans le feu vert du comité Central, les communistes vitriots n'auraient jamais osé lancer un bulldozer sur un foyer devant héberger trois cents travailleurs maliens. La présence de Georges Marchais à la tête

de la manifestation de Vitry, samedi dernier le confirme. Il ne s'agissait pas tant de soutenir la municipalité que de

Cette position n'est pas nouvelle. Le PCF l'a adoptée en 1969. Elle était liée à la volonté de défendre le monopole de l'ONI tombé en désuétude depuis plusieurs années. Mais le PCF s'était bien gardé de faire de l'arrêt de l'immigration un cheval de bataille, à une époque où les ouvriers immigrés apparaissaient massivement dans les luttes d'usines. Gageons, à présent, qu'il fera état de cette ancienneté et n'hésitera pas à se targuer d'avoir été le premier parti politique de l'hexagone à se prononcer en faveur de l'arrêt des flux migratoires.

Les membres de l'équipe de *Sans Frontière* ont déploré à juste titre, les absences de Marchais et de Mitterrand aux différents débats parlementaires sur les lois anti-immigrés du gouvernement, l'année passée. N'ont-ils pas abandonné aux chrétiens le soin d'exprimer aux grands médias l'iniquité des projets des ministres Bonnet et Stoléru. Quel risque y avait-il pour l'un ou l'autre à engager sa personne pour la défense des ouvriers immigrés. Même joué d'avance, le combat législatif pouvait convaincre les diverses immigrations que leurs alliés se situaient à

braquer les grands médias sur les prises de position du Parti Communiste hostiles à l'immigration. Dès lors, le candidat communiste aux présidentielles, peut proclamer haut et fort dans les oreilles des Français que son parti demande « l'arrêt de l'immigration régulière et clandestine ». Qu'on ne peut continuer à accueillir des immigrés, « Quand il y a deux millions de chômeurs, français et immigrés... »

gauche. Ce ne fut pas le cas. Encore une occasion manquée, s'irrite-t-on à penser.

Quelques semaines avant les élections législatives de 78, un samedi de janvier, plusieurs associations africaines avaient répondu à une invitation du Comité Central, et participé à une discussion très libre avec Charles Barontini et Babacar N'Diongue, responsable auprès du CC des questions immigrées.

Il s'agissait de la Fédération des travailleurs immigrés d'Afrique Noire, Fetrani, du Mouvement des Travailleurs Mauriciens, MTM, du Regroupement des travailleurs maliens, de l'Association des travailleurs Béninois, de Solidarité des travailleurs Maliens et de l'Association culturelle des travailleurs africains.

L'objet de cette rencontre était double. D'une part mettre en garde les associations africaines immigrées contre le faux-frère socialiste, et d'autre part leur assurer un soutien compte tenu de l'analyse de la situation générale faite par les communistes, selon laquelle la bourgeoisie allait déclencher une vaste campagne contre les immigrés pour cacher son impuissance à résoudre la crise. Les immigrés africains paraissent

à leurs yeux, les plus vulnérables. Ils ne bénéficieraient pas de l'appui de leurs gouvernements à la solde de l'impérialisme français. Seul le grand parti de la classe ouvrière saura donc défendre les immigrés d'Afrique Noire.

Cette analyse concordait assez bien avec celle des militants immigrés présents ce jour-là, place du Colonel Fabien. Plusieurs associations étaient directement menacées d'interdiction, toutes avaient à souffrir des expulsions, des refoulements et du racisme. Toutefois, puisque l'occasion leur était offerte de s'adresser à des cadres de la direction, les délégués africains et mauriciens ont vivement dénoncé l'attitude des communistes à leur égard dans les communes où se trouvent les foyers. Plusieurs relations d'événements inadmissibles eurent lieu, mettant, on le comprend, mal à l'aise les hôtes communistes : le mépris, affiché par tel ou tel adjoint, la brutalité de gros bras provocateurs, injurieux, racistes, nostalgiques des temps coloniaux ou revanchards.

En trois ans beaucoup d'eau a coulé sous les ponts. Babacar N'Diongue, militant sénégalais, a décliné l'offre faite par *Sans Frontière* de commenter cette nouvelle attitude du parti à l'égard des immigrés africains. La vie quotidienne des immigrés dans les communes gérées par les élus de gauche en général s'est dégradée. Le racisme des politiques municipales voulant contrôler socialement les familles et les jeunes chômeurs s'affirme maintenant au grand jour. Le silence de Marchais et de Mitterrand, face aux projets de loi de Bonnet et de Stoléru, pèse lourd. Les politiques municipales contami-

nent la réflexion et l'action des partis de gauche. Aujourd'hui le PCF, demain le PS. L'ironie veut que pour une fois la démocratie a fonctionné au sein du PCF, hélas sur le dos des immigrés et des travailleurs : le racisme des militants français de la base, a, au fil des ans, gagné les rouages de la direction. Ce qui ne signifie pas que la classe ouvrière française soit raciste, comme on s'efforce de toutes parts à nous le démontrer.

Choisissant de frapper sur des maliens, le PCF ne prenait aucun risque. Cognant sur un maillon faible de l'immigration isolé, la municipalité servait de tremplin au lancement de la campagne nationale pour l'arrêt total de l'immigration du PCF sans encourir le risque de voir de réactions locales. Les jeunes des cités et les familles immigrées se sentant peu concernées par ce groupe de célibataires dont les préoccupations sont trop éloignées des leurs. Toutefois ils reconnaissent sans embage que la municipalité cherche par tous les

moyens à se débarrasser d'eux.

Le temps révolu où le PCF prenait soin d'écrire dans *La Voix des Foyers* « il n'est pas question pour les communistes de refuser l'accueil dans leurs communes aux travailleurs immigrés au nom d'un quelconque seuil de tolérance... »

Aujourd'hui, les choses sont claires. La population française inquiète des effets de plus en plus durables de la crise, sait qu'il existe un parti musclé qui ne tergiverse pas avec les étrangers, les « drogués » et les « pédés ». Dans Vitry, ça et là, on disait : « T'as vu Jojo, il a des couilles ? » Dans le parti ça marche mieux : 52 adhésions recueillies à Vitry le long du parcours de la manifestation. Je ne peux m'empêcher de penser à Doriot et à ce qu'un ami me disait il y a peu de temps. Qui sait que Staline voulait que Doriot fut secrétaire général du PC. Mais alors l'affiche rouge ? Déchirée ?

Bernard LEHEMBRE



Photo Aki

« Pour un Vitry propre ? »

Marcieca a raison pas de ghetto à Vitry.

Ce slogan revient comme un leitmotiv durant tout le parcours de la manifestation traîne-savatte partie de la gare, jusqu'à la mairie de Vitry.

Beaucoup d'écharpes aux couleurs de madame la France. Ils sont venus, ils sont tous là, les élus communistes des banlieues dès qu'ils ont entendu ce cri « pas de ghetto à Vitry ».

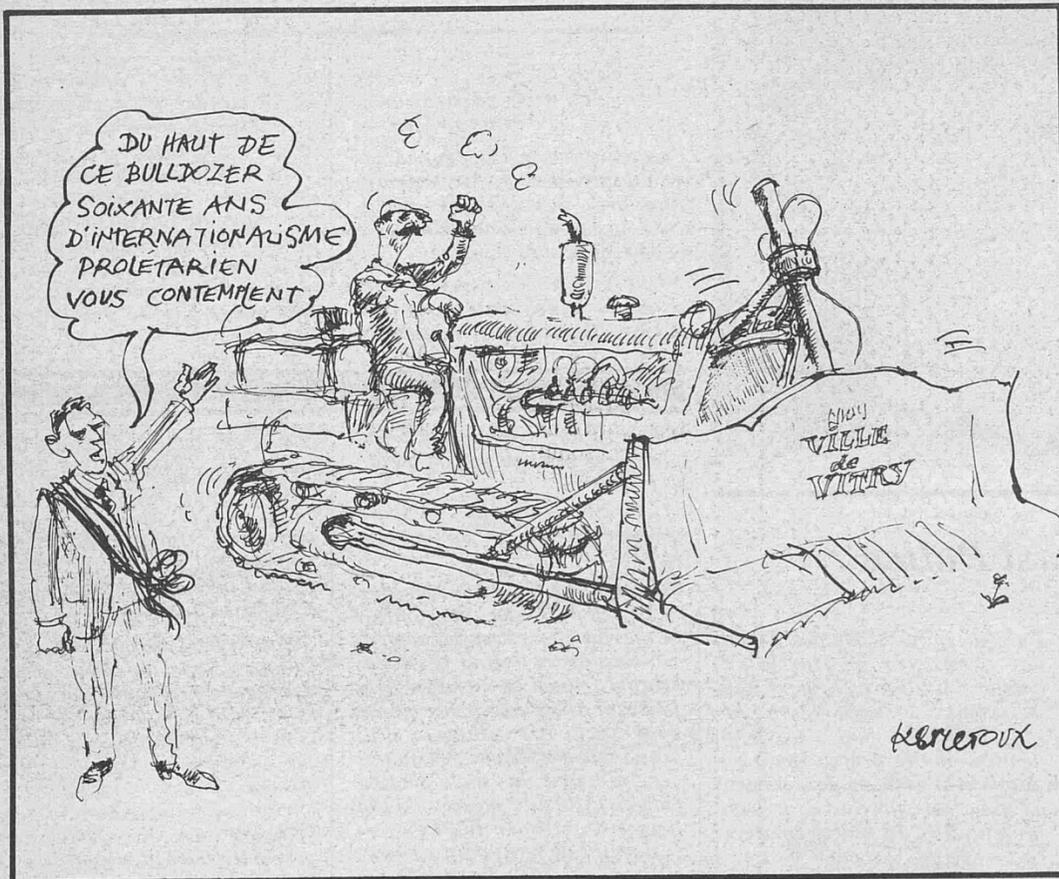
Combien sont-ils peut-être 4000 peut-être 5000, pas plus en tous cas. En tête de la procession il y a Georges, Paul, Charles, et les autres. Pour la circonstance, l'état-major est presque complet.

Même qu'il y a des immi-

grés, c'est vrai ils ne sont pas beaucoup à peine 50 dans tout le cortège. Sûrement des employés communaux d'ailleurs nombreux sont en tenue de service donc reconnaissables. Sur une des banderoles portée par des ouvriers algériens, on peut lire « Nous n'avons pas oublié les morts de Charonne ».

Curieux non ! Je parie que ce n'est pas eux qui l'ont écrite. Et octobre 61 oublié ? Je crois... mais c'était des Arabes qui sont morts. Mais j'y pense je n'ai pas vu non plus de banderole portée par des communistes qui auraient proclamé. « Nous n'avons pas oublié Manouchian mort pour la France ». C'est vrai que l'autre fois à Vitry vous avez déchiré l'affiche rouge.

F.A.



En marge de Vitry, le 15ème

Nous ne pouvons pas ne pas être touchés par l'affaire de Vitry, compte-tenu de l'importante campagne de presse qu'elle a suscitée.

D'un côté, la persistance de l'attitude volontariste, du PC nous semble très dangereuse. En employant les « grands moyens », elle oppose les communautés françaises et immigrées et encourage le racisme.

D'un autre côté, les règlements de compte politique de la part de personnes ou d'organisations qui n'ont rien fait de valable pour le logement des immigrés nous paraissent tout aussi néfastes.

Nous sommes des associations* qui nous occupons depuis de nombreuses années des problèmes de logement de français et d'immigrés dans le XVème. C'est à ce titre que nous tenons à exprimer notre position sur ce problème.

La politique du logement dans Paris et dans le XVème est au service d'une politique immobilière de luxe. Avec la bénédiction des pouvoirs publics, les requins de l'immobilier se font un plaisir de spéculer : on détruit des logements à loyer modeste pour ériger des immeubles à loyer exorbitant. Les chiffres sont là pour le prouver : d'un côté moins de cent immeubles HLM dans le XVème, pour la plupart construits avant 1970, de l'autre côté, plusieurs dizaines d'hôtels meublés détruits depuis cette même date. La population de ces hôtels était souvent mélangée, personnes âgées, travailleurs de condition modeste, français et immigrés.

Tous les moyens sont bons pour déloger ces « indésirables » qui n'ont pas le train de vie voulu pour le XVème :

menaces, pots de vin à certains locataires, envoi de commandos de démolisseurs, murage des portes et des fenêtres.

Le dernier exemple en cours dans le XVème est celui de l'hôtel meublé du 7 rue Emmanuel Chauvière où au cours du mois de décembre 1980, le propriétaire a coupé le chauffage l'eau et l'électricité : intimidation du gérant, qui, sous couvert d'un arrêté de péril totalement injustifié compte-tenu de l'état de l'immeuble veut faire évacuer les locataires français et immigrés en plein hiver.

Heureusement, le tribunal a reporté l'affaire pour vérifier les déclarations du gérant.

Dans un deuxième stade, les procédures juridiques se mettent en route : désireux d'en finir au plus vite, les avocats des propriétaires veulent faire appliquer des procédures d'urgence. Nombreuses sont les lois, mais rares sont celles qui défendent les locataires comme le prouve ce qui se passe au 12, rue de la Smala, rebaptisée rue Béatrix Dussane, standing oblige !

Enfin pour les rares locataires qui ont obtenu le droit à un logement décent, les offres sont rares. Pour ce qui est des immigrés, on leur propose des foyers « de luxe » avec des prix nettement plus élevés que dans les HLM (environ 700F pour une chambre seule dans un nouveau foyer alors que c'est le prix d'un F2 dans une HLM du XVème).

C'est le cas des travailleurs du 89, rue Fondary qui, compte-tenu de leurs salaires et des charges dues à leurs familles restant au pays d'origine, ne pourront pas accepter ces tarifs.

Ces trois exemples ne représentent que quelques cas parmi les problèmes en cours que rencontrent français et immigrés, vu le prix des loyers et des hausses actuellement pratiquées par les propriétaires, hausses qui s'appliquent aux immeubles de toutes catégories sociales.

Ces faits sont peut-être connus, mais il est bon de le rappeler à un moment où l'affaire de Vitry nous semble avoir masqué le vrai problème, c'est à dire celui du logement en région parisienne des personnes de condition modeste qu'elles soient françaises ou immigrées.

Dans le XVème, la cohabitation entre travailleurs immigrés et français est bonne. Les contacts que nous avons avec d'autres associations et en particulier celles du XVIIIème qui sont confrontées aux mêmes problèmes de logement permet de dire que la notion même de seuil de tolérance est fautive et raciste car elle invite à dresser les communautés ethniques les unes contre les autres.

En réalité, le problème posé est celui de la mise en place des moyens financiers pour permettre une véritable politique sociale (logement, travail, scolarisation...)

Une lutte unitaire peut seule obtenir des pouvoirs publics la mise en place de la politique de logement juste et cohérente que sont en droit d'attendre les travailleurs français et immigrés.

Les organisations du XVème : Asti, Cimade, Cojuco, CSCV, Foyer protestant de l'Avre, LCR, Ligue des Droits de l'Homme, Oci, PS, UL CFDT.

Le Parti Socialiste

L'action d'un commando dirigé, semble-t-il, par des élus communistes contre un foyer de travailleurs immigrés, à Vitry sur Seine, est indigne d'un parti qui se réclame de la solidarité ouvrière et de l'internationalisme.

Les élus socialistes de Vitry, dans un communiqué publié le 26 décembre, ont dénoncé la responsabilité des pouvoirs publics et l'absence de concertation avec la municipalité, mais ont manifesté aussi, clairement leur désaccord avec l'action des élus communistes.

Les travailleurs immigrés, leurs familles, les enfants de la deuxième génération sont les victimes de la politique du pouvoir qui entraîne le chômage, la dégradation des conditions

de vie, l'aggravation de la répression policière. Ces travailleurs en France parce que nous avons besoin d'eux ont droit à notre total soutien. Le Parti Socialiste n'a jamais manqué à ce devoir de solidarité ; il dénonce les agissements qui ne peuvent que contribuer à aggraver la montée du racisme et de la xénophobie.

Il est vrai que la pire des racismes consisterait à nier les problèmes qui se posent dans de nombreuses municipalités. Prendre en compte la réalité des difficultés n'implique pas l'acceptation d'un soi-disant « seuil de tolérance ». Le Parti Socialiste refuse de se référer à une notion qui se veut « scientifique » mais qui n'exprime que le rejet de l'autre. [...]

La C.F.D.T.

La CFDT a publié un communiqué à propos de l'affaire de Vitry où elle dit notamment.

Sans pudeur, M. Stoléro choisit l'effet spectacle, espérant détourner l'attention de l'opinion publique, un an après la loi Bonnet sur les graves responsabilités de la politique gouvernementale dans la situation faite aux travailleurs immigrés. Le gouvernement parle beaucoup de réduire les inégalités mais de fait, en matière de logement, comme en d'autres domaines, il s'appuie sur elles et les conforte.

De son côté, le PCF pour obliger le gouvernement et le patronat à assumer leurs obligations, choisit l'escalade et continue de justifier le coup de force au bulldozer contre le foyer de Vitry. Qu'il le veuille ou

non, il s'est engagé dans une campagne anti-immigrés où il confond victimes et responsables et où les préoccupations électorales semblent l'emporter sur les principes de solidarité.

Pour la CFDT, la véritable question est la suivante : le droit à un logement décent est interdit pour les travailleurs immigrés et leurs familles. Alors qu'ils contribuent à la construction de deux logements sur cinq, ils sont parmi les plus mal logés. Le droit à mener une vie familiale normale est refusé aux résidents des foyers qui célibataires forcés, perdent tout espoir de faire venir en France leur famille notamment en raison des seuils de tolérance implicitement utilisés dans l'attribution de logements par certains offices HLM.

REIMS :

Imbert, toujours

Le président de la Commission nationale pour l'inscription des étudiants étrangers, M. Jean Imbert continue sa campagne visant à la réduction du nombre des étudiants immigrés dans les universités françaises. A cet effet, il a adressé courant décembre 80 une circulaire aux directeurs des établissements scolaires concernant les étrangers résidant en France et qui veulent s'inscrire à l'université. Selon cette circulaire ils doivent retirer avant le 31 janvier 1981 un dossier de pré-inscription ; La mesure vise les élèves immigrés scolarisés en France et précise qu'ils doivent être titulaires d'un titre de séjour supérieur à trois mois.

Par ailleurs, 35 étudiants iraniens de Reims attendent depuis un an et demi leur inscription régulière à la faculté, alors qu'ils satisfont à toutes les conditions requises. Interrogé sur les critères appliqués le président de l'université a fait une curieuse réponse : « demandez le statut de réfugié politique, cela facilitera votre inscription ! »



Rock Against Police

Avec la manifestation de samedi matin, la direction du PC légitime non plus seulement la « casse » du foyer adef, mais

aussi l'assassinat de Kader et toutes les bavures à venir dans le cadre de sa politique de pacification des cités pour faire de Vitry une ville propre

La zone industrielle des Ardennes* se structure en quartier résidentiel autour de la gare nouvellement aménagée de son parking flambant neuf. Après la démolition des préfabriqués Sonacotra, il reste en complément à l'ouverture prochaine du commissariat et du centre commercial « Geant Casino » à assainir les cités des Marronniers et

La FASTI

La FASTI a souvent dénoncé — dans le passé et encore récemment — les déclarations, issues du gouvernement ou de l'extrême droite, liant le chômage à la présence des travailleurs immigrés. En effet, ces déclarations trompent les Français et développent le racisme.

Que Georges Marchais se laisse aller, sans doute pour des raisons électorales, à tenir les

mêmes propos — comme il l'a fait à Vitry le 10 janvier 1981 — est indigne d'un dirigeant de parti qui prétend représenter les travailleurs.

La FASTI ne peut croire que l'ensemble des militants communistes partagent la position de leur direction et leur demande de continuer, comme par le passé, à lutter contre le racisme donc pour l'unité des travailleurs.

Balzac. La population « devrait » se plier de gré ou de force à ce projet.

Or elle n'est pas disposée à laisser faire le PC en toute impunité.

Les jeunes des cités Les Marronniers et Balzac, en montant la garde le matin mènent la manifestation autour d'une habitante française menacée d'expulsion avec ses deux mômes pour occupation illégale d'un des nombreux appartements vides, donnent la seule indication de lutte à la mesure de l'offensive d'ensemble du PC.

Il s'agit de renforcer, de généraliser à toutes les banlieues,

et non s'empêtrer dans des considérations analytiques, sur la nature du Parti Communiste qui a pris le relais de la campagne anti-immigrée des nazillons tout en lui offrant les possibilités matérielles de ses structures de masse

Sur les cités, plaintes, pétitions, intimidations, voire agressions ou expulsions éclairées ce qui, masqué par le spectaculaire de la politique bulldozer est l'enjeu réel de l'offensive du pc

*Quartiers où se trouve le foyer ADEF des fusillés entre autres.

La question du pouvoir est à l'ordre du jour

De nos jours, il faut des bombes pour se faire entendre : le GLA aura obligé la presse à parler des Antilles. Mais au bruit répond un écho confus, en montant en épingle un événement, on espère cacher l'essentiel. En particulier, le problème de l'émigration antillaise, de sa situation, de ses « réticences » à l'indépendance, de sa situation soit en France soit de retour au pays après l'indépendance : quelle peut-être la contribution de l'immigration à cette lutte et à cet avenir. Sans Frontière s'offre à organiser un débat après avoir permis à différentes positions de s'exprimer il semble nécessaire de permettre une confrontation plus directe à partir d'une table ronde par exemple.

L'indépendance est un fait acquis

La Guadeloupe sera indépendante dans quelques temps, c'est un fait acquis, indiscutable. Le problème est de savoir si ce sera une indépendance octroyée par le colonisateur, ou si elle sera conquise contre lui.

Le colonisateur, l'Etat Français, à travers les multiples déclarations de ses responsables, Dijoud, secrétaire d'Etat aux Dom-Tom, Raymond Barre en personne, ou c'en est une, déclarant que la France ne peut plus se payer de danseuse, a manifesté la volonté de se séparer des Territoires d'outre-mer. La raison en est simple : « le fric ». La domination coloniale à la papa coûte cher, très cher.

On fait beaucoup mieux maintenant, plus moderne, plus efficace, voir le Chili, Haïti... pour maintenir sa domination économique et idéologique tout en laissant aux autochtones les soins de payer le fonctionnement de l'appareil d'Etat, du minimum nécessaire d'assistance sociale et du maximum de contrôle policier : ça a un nom : l'indépendance, entre parenthèses, sous le contrôle bienveillant des multinationales.

Il y a actuellement deux obstacles dans la mise en oeuvre de cette politique, l'un purement conjoncturel : les élections présidentielles. Accorder l'indépendance avant cette date ne peut que renforcer l'idée que Giscard brade la France au profit des multinationales apatrides, un des thèmes communs aux gaullistes et aux communistes, ce qui met d'ailleurs le parti communiste guadeloupéen dans une situation difficile : le parti communiste français a toujours défendu la politique assimilationniste, contribuant à la Libération, à l'élaboration des projets, depuis mis en oeuvre, de départementalisation de « Territoires d'outre-mer ». Aujourd'hui le PCG concède le droit à « l'autonomie », mais préconise la participation aux élections présidentielles. Il suffit d'ailleurs de se promener dans Pointe à Pitre, municipalité communiste, pour se rendre compte à quel point ses édiles ont bien « assimilé » cette production typiquement métropolitaine : la cité HLM et son magnifique Centre bétonné culturel.

Le deuxième obstacle, ce sont les « békés », la bourgeoisie blanche traditionnelle, anciens sucriers reconvertis pour l'essentiel dans l'import-export. La liquidation de la culture et de l'industrie sucrière a d'ailleurs servi à saper les bases du pouvoir de cette bourgeoisie, qui en se reconvertissant dans l'import-export, est amenée à s'allier aux multinationales. Donc là aussi, le problème est en voie de solution, ce n'est qu'une question de temps avec quelques heurts bien sûr, ce qui a pu donner de la vraisemblance à l'hypothèse d'un GLA manipulé par les « Békés ». C'est une hypothèse en complète contradiction avec l'apparition quasi-simultanée du SAC : on en a moins parlé, mais ça signifie aussi que si les « Békés » sont pour la violence, ce sera plutôt à l'image de l'OAS, avec la même affirmation de leur identité française et le même sentiment d'être abandonnées par la métropole.

L'évolution récente du mouvement

Les responsables de l'Union pour la Libération de la Guadeloupe (UPLG) ont tout à fait conscience de cette évolution. Leur problème essentiel est de concevoir une stratégie de prise de pouvoir pour que l'indépendance ne leur soit pas volée par la nouvelle bourgeoisie « technocratique » que le pouvoir met en place.

Il est intéressant de constater que l'UPLG est la dernière pièce d'un édifice, la priorité ayant été donnée d'abord à la construction de mouvements de masses, syndicats paysans (UPG), syndicat ouvrier (UTG), syndicats enseignant du primaire et du secondaire, et même un mouvement chrétien pour la libération de la Guadeloupe, constitués en rupture avec les structures métropolitaines (CGT, CFDT, FEN etc.). Ces organisations peuvent maintenant intervenir sur les réalités sociales et économiques du pays (au besoin le paralyser) et développer, à travers leurs actions revendicatives, des pra-

Rectificatif
dans notre numéro 6 de la semaine dernière
Il fallait lire Antilles : le GLA le FLN de la Guadeloupe

tiques et des expériences qui préparent à la situation d'une Guadeloupe indépendante.

En effet, un des problèmes essentiels du mouvement indépendantiste est que le pays vit essentiellement de produits importés, non seulement industriels mais aussi alimentaires (viande, poisson, féculant et même maintenant des oranges). Cela n'est supportable que grâce au développement d'un système d'assistance sociale (instrument efficace d'assimilation : allocation familiale, sécurité sociale... Curieusement (!) alors que le coût de la vie est aussi élevé qu'en France le SMIG n'est toujours pas aligné au même niveau que le SMIG « métropolitain » alors que les prestations sociales le sont depuis peu.

Qui plus est, il est scandaleux d'affirmer que la France, en assumant ces dépenses se paye une danseuse (il y a officiellement 20% de chômeurs parce qu'on comptabilise comme travailleurs des journaliers agricoles qui ne peuvent parfois travailler qu'une semaine par an) dans la mesure où il y a 150 000 Guadeloupéens qui travaillent en France et payent leurs cotisations... (Il y a 300 000 habitants en Guadeloupe). Mais dans la mesure où le mouvement indépendantiste souhaite que les émigrés reviennent participer à la construction du pays, et dans la mesure où aussi ils n'auront pas le choix, ils seront traités alors comme les autres émigrés (certains fonctionnaires souhaitaient que la France : lâche la Guadeloupe » pour pouvoir renvoyer tous ces nègres chez eux) le problème du fonctionnement d'une Guadeloupe indépendante, non seulement politiquement mais éconiquement est un problème crucial.

L'Union des Paysans Guadeloupéens a donc mené un certain nombre d'expériences collectives pour sensibiliser et démontrer qu'une autre vie économique était possible en utilisant les ressources du pays. Ces derniers temps par exemple, à l'occasion de redistribution de terres commencée par le gouvernement (on prévoit de distribuer 100 000ha par lot de 10 ha), dans le souci de constituer une couche de petits propriétaires terriens, l'UPG a fait occuper des terres collectivement par les paysans : l'accent est mis sur le développement de cultures vivrières autant que sur la reprise de la culture de la canne à sucre, en même temps qu'on essaye de faire revivre les pratiques traditionnelles d'entraide villageoise appelée tout simplement « coup de main ».

Dependant la perception et l'analyse de plus en plus claire, par le mouvement indépendantiste de la stratégie de la France, lui fait craindre d'être pris de court dans la course au pouvoir : en effet, cette démarche basiste est lente à porter des fruits, et les responsables ont tendance à mettre l'accent sur

Prisonniers politiques

« Ghjustizia, Liberta ! »

Malgré les conclusions rassurantes du rapport de la chambre de contrôle de la Cour de Sù reté de l'Etat selon laquelle « les jours de ces prévenus ne

sont pas en danger » il y a lieu de s'alarmer sur l'état des six automistes corsés très affaiblis par deux mois de grève de la faim. Selon leur avocat, Me

Felli « ces hommes sont en danger de mort, surtout les plus âgés ». Répondant à une démarche humanitaire du délégué épiscopal à Bastia, le garde des Sceaux n'a rien trouvé de mieux à déclarer que « il suffit qu'ils acceptent de se nourrir pour que l'épuisement dont

vous vous alarmez cesse aussi ». A l'heure où nous écrivons, la date du procès des autonomistes impliqués dans l'affaire de Bastelica a été maintenue au mercredi 14 janvier, les six grévistes de la faim détenus à Fresnes ainsi que six autres de leurs camarades inculpés mais laissés en liberté (eux aussi en grève de la faim depuis le 1er janvier) seront-ils portés sur une civière devant la Cour de Sùreté de l'Etat ?

Les prisonniers sont ligotés six heures par jour, afin qu'ils n'arrachent pas la perfusion qu'on leur fait.

Suite page 9...

la lutte politique directe pour la prise du pouvoir. (C'est faire l'impasse sur la question de savoir si la prise de pouvoir politique donne accès à suffisa-

ment de moyens pour acquérir une réelle indépendance, mais c'est un autre débat.)

C'est dans le cadre de cette évolution et des problèmes « stratégiques » qu'elle pose, qu'on peut essayer de comprendre l'apparition du GLA et ses objectifs.

La lutte pour la direction du mouvement

Le slogan « Indépendance d'abord, après on verra » qui résume la stratégie de l'UPLG, n'a pas fait l'unanimité dans ses rangs. Un certain nombre de militants « divergents » continuent à mettre l'accent sur la nécessité, au travers des luttes sociales, de la mise en place de structures et d'expériences qui permettent d'inventer progressivement, et de former les gens dans la perspective d'un Guadeloupe indépendant. « On ne veut pas n'importe quelle indépendance » disent-ils dans le journal bi-mensuel « Journal Guadeloupéen (JUUGWA) », qui est le lieu d'expression de certains. Ils sont de plus en plus marginalisés, affublés évidemment de petits bourgeois, par leurs collègues de l'UPLG qui se veut la direction prolétarienne du mouvement indépendantiste qu'on peut formuler, à titre d'hypothèse bien sûr, la raison de la naissance et des méthodes employées par le GLA :

D'abord, sur le plan de la matérialité des faits : ces attentats visaient essentiellement à faire du bruit : les bombes placées à FR 3 l'étaient dans un studio désaffecté, or quand on a les moyens de placer une bombe dans un lieu hyper-surveillé, au moment des informations de 13 h, on peut faire des dégâts. la même chose pour le président du patronat guadeloupéen, directeur de Locatel. Guadeloupe d'ailleurs, qui a dû son salut, de son propre aveu,

au fait que le tireur visait plutôt à côté.

De l'autre côté, l'application de l'UPLG à discréditer ces actions en essayant d'accréditer la thèse de la provocation policière ou de la réaction des Békés à l'abandon par la France, de toutes façons, son souci de dissocier le GLA du mouvement indépendantiste, pour apparaître comme la seule organisation luttant de façon conséquente dans ce domaine.

On peut donc aussi supposer que le GLA est l'autre extrême du mouvement indépendantiste par rapport aux militants « divergents » et que leur action s'effectue surtout en direction des Guadeloupéens. En tentant d'accélérer le processus qui mène à l'indépendance par une « radicalisation » de la lutte, quitte à exacerber les sentiments nationalistes jusqu'à la limite du racisme (ce à quoi se refuse l'UPLG) se manifesterait la volonté de prendre la direction, de se manifester comme l'avant-garde du mouvement.

Le GLA contribue donc à focaliser le débat sur ce problème de la prise de pouvoir immédiate et donc à occulter le débat sur la forme et les moyens de l'indépendance, pourtant essentiel, non d'un point de vue abstrait et théorique, mais pour tous les guadeloupéens qui hésitent à abandonner les avantages relatifs de la départementalisation pour l'« aventure » de l'indépendance.

Ce problème se pose de façon encore plus cruciale pour les 150 000 Guadeloupéens travaillant en France (encore n'est-ce qu'un chiffre datant de 1975) pour la plupart travaillant dans le tertiaire : santé, police, etc... Il ne suffit pas de proposer avec l'UPLG de créer en France des comités anti-colonialistes, pour accélérer le processus qui mène à l'indépendance, encore faudrait-il aborder concrètement le problème de la place et du rôle des émigrés dans une Guadeloupe indépendante, pour qu'ils puissent réellement y contribuer dès maintenant. Peut-être n'est-ce par rêve que de penser que « Sans Frontière » peut y contribuer ?

Daniel Tartier

Senghor est-il vraiment parti ?

Après vingt années de règne, Léopold S. Senghor a en principe abandonné le pouvoir. En vertu de l'article 35 de la Constitution, celui qui fut son premier ministre depuis 1970, M. Abdou Diouf, celui qui fut son premier ministre depuis 1970? M. Abdou Diouf, l'a remplacé. Mais que Lègue Senghor à ses compatriotes? « Dites, mon cher Abdou, pourriez-vous me passer le Boeing 737 désormais le vôtre? Il me reste encore quelques petites courses à faire au Maroc et à Paris pour ce mois de janvier » « Mais certainement pap Bi (Papa

très bien que ce qui m'appartient est à vous ».

Cette conversation qui se serait déroulée entre Senghor et Abdou Diouf le 1er janvier, jour de la passation des pouvoirs, relève, bien entendu, de l'imaginaire. Mais d'évidence, il n'est pas exclu que beaucoup de choses puissent encore se dérouler ainsi au Sénégal. Du moins, tant que le nouveau président se serait pas affranchi de la tutelle de son prédécesseur et n'aura pas balisé le chemin parsemé de garde-fous que ce dernier a su tracer avant de s'en aller.

Certes, après avoir entretenu pendant longtemps le doute sur son départ, Léopold Sédar Senghor a fini par prendre sa retraite. Indifférents, les Sénégalais l'ont laissé partir. Mais tous auraient néanmoins souhaité que son remplaçant fut désigné par les urnes. Non par un article constitutionnel qui leur a été imposé par le Parti Socialiste, parti au pouvoir, afin de laisser au chantre de la négritude, la liberté de couronner l'homme de son choix. Et pour cause! On le soupçonne en effet, de sa coquette villa dakaroise aux « parallèles asymétriques » (1), située sur la corniche, ou de son domaine normand, de vouloir constituer son règne, tout en laissant au régent le soin de recevoir les coups à sa place.

Cette inquiétude manifestée par de nombreux Sénégalais ne revient-elle pas en définitive à considérer le départ du poète-président comme une fausse sortie? Sur ce point les avis restent partagés. Parmi ses admirateurs, l'on récuse évidemment une telle interprétation. « Nous constatons tout simplement, fit remarquer l'un d'eux, que le président Senghor s'est volontairement démis de ses fonctions. Rien ne l'y obligeait. Son acte a donc pour nous valeur d'exemple dans un monde où le maintien au pouvoir par tous les moyens demeure la préoccupation essentielle de ceux qui nous gouvernent ».

En tout cas, les admirateurs de « Pap Bi » ne manquent pas d'arguments. Et, à priori, cela est parfaitement compréhensible. Y compris même les coups de chapeau adressés de par le monde au chantre de la négritude. Car, contraint ou non, de s'en aller, que sa sortie soit simulée ou non, Senghor aura au moins réussi une chose : inscrire son départ comme une première dans les annales politiques du tiers monde. Mais une fois ce fait reconnu, il reste cependant à s'interroger sur ses vingt années d'exercice solitaire du pouvoir, son legs et ses implications.

A ce propos, point n'est besoin d'établir un bilan pour comprendre la comparaison que d'aucuns établissent entre Senghor et un capitaine qui

quitte le premier son navire menacé de naufrage. Une comparaison sans doute « irrévérencieuse » mais qui traduit fort bien la situation dans laquelle le président démissionnaire laisse son pays. Du reste, se sentait-il véritablement l'âme d'un Sénégalais pour se risquer à l'orage qui se préparait et dont l'issue n'aurait surpris personne? Etranger à son peuple, Léopold l'a été jusqu'au bout. Qui ne se rappelle la question maintes fois posée par le professeur Cheik Anta Diop, secrétaire général du RND(2), à propos de la nationalité de l'ancien président du Sénégal? « Les citoyens sénégalais, demandait-il, ont droit de savoir si l'homme qui assure la magistrature suprême a pris sa retraite dans la fonction publique française à l'âge de 65 ans, alors qu'il était président de la République du Sénégal; et s'il en est ainsi, à quel titre a-t-il pu le faire? » Autrement dit, Senghor a-t-il conservé implicitement ou explicitement la nationalité française jusqu'à présent? A cette question, il n'eut, bien entendu aucune réponse. Ce qui laisse supposer que Bokassa n'était probablement pas le seul Français à officier à la tête d'un

Etat africain. Donc quoi de plus naturel si les coopérants avaient plein pouvoir sur les affaires publiques au Sénégal, et que plusieurs décrets promulguant des lois organiques, notamment sur la cour suprême et sur le code électoral (3), portaient la mention : « Fait à Verson, le... ».

Mais Senghor ne laisse pas que des malheureux derrière lui. La rapidité avec laquelle certaines fortunes ont été édifiées par une petite minorité de responsables politiques ou d'agents de l'Etat, tous proches du parti au pouvoir, prouve que la crise ne frappe pas tout le monde. Et il faut croire que le pillage d'un trésor public auquel ils se sont adonnés, en particulier celui d'un organisme comme l'ONCAD (5) — qui fut une véritable machine d'exploitation des paysans y a grandement contribué. Par ailleurs, en vingt ans d'indépendance, en dépit de la présence omnipotente des développeurs de service, l'emprise des sociétés étrangères est presque totale sur l'économie sénégalaise.

Affirmer que le chantre de la négritude tenait en mépris les Sénégalais et les Africains en général n'est qu'un truisme « J'ai été amené à rencontrer Senghor pour la première fois en 1964, me raconte M. Fara N'Diaye, secrétaire général-adjoint du PDS(4). Muni d'une lettre de recommandation d'un de mes professeurs qui fut son condisciple à la faculté, je suis allé lui parler du bureau d'études que je me proposais de créer au Sénégal. Et savez-vous ce qu'il m'a rétorqué après m'avoir écouté? « C'est bien. Mais est-ce qu'il y a des Blancs dans votre affaire? Je vous le conseille, ils nous sont indispensables au moins pour un siècle encore ». sans commentaires.

Cette confiance aveugle que



Senghor et Abdou Diouf. L'ancien et le nouveau président du Sénégal.

témoigne Senghor aux Occidentaux « la raison est hellène et l'émotion nègre » nous a-t-il appris, n'a pas empêché le Sénégal, à l'instar d'autres pays africains, de connaître une situation sociale et économique tragique. A tous les niveaux de la société sénégalaise, la crise est perceptible : faillite des entreprises para étatiques comme la « Sosap » ou « Bud-Sénégal » dont le déficit colossal est à mettre au compte des « gestionnaires » occidentaux ; fermeture en série des petites et moyennes entreprises ; abandon de grands projets d'équipement : chômage accru, abaissement de la moralité publique, etc., etc... Un bilan qui se traduit par un endettement de l'Etat évalué pour l'instant à 549 milliards de francs CFA environ.

Partout la misère sévit. Et plus encore dans les campagnes où les paysans sont littéralement abandonnés à eux-mêmes. Un petit tour dans les villages du Sine Saloum, à Lyndiane par exemple, et vous êtes aussitôt confrontés à des hommes et femmes enfiévrés, accablés et vaincus par la faim des enfants squelettiques dont le ballonnement des ventres ne cesse de s'accroître. Toute

l'année, ils n'ont eu que les semences pour seule nourriture.

Plus proche de nous, à Dakar, une fois les forteresses du confort traversées, l'on est assailli par des nuées de mendiants, une flopée d'individus estropiés ou aveugles à la recherche de quelques centimes pour devoir subister. Ils sont sénégalais comme les autres, mais en vertu d'une loi portant sur les « ENCOMBREMENTS HUMAINS », ils risquent l'évacuation à n'importe quel moment. A tous ces damnés Senghor n'a pas manqué d'offrir comme cadeau d'adieu : la promesse d'un bonheur et de l'auto-suffisance alimentaire pour l'horizon 2015 ou 2020, lorsque la construction des dix barrages sera terminée.

Le mécontentement et la volonté de changement qui se manifeste un peu partout constituent, à tous les coups, une sérieuse menace pour le nouveau président du Sénégal. Et tant que M. Abdou Diouf ne répondra pas à cette attente, la voie reste ouverte aux aventures. D'autant plus que sa légitimité est contestée par tous les partis d'opposition, en particulier par le Parti Démocratique Sénégalais qui paraît plus que jamais disposé à l'épreuve de force. En préconisant « La mobilisation permanente contre l'adversaire », la « reconnaissance de tous les partis », la poursuite des efforts afin d'aboutir à une coordination de toutes les forces engagées dans la bataille pour le changement, le Parti de Me Wade assigne désormais à ses militants une démarche plus radicale vis à vis du pouvoir.

Le président Abdou Diouf saura-t-il faire face à tous les fronts y compris au sein de son propre parti où ses adversaires sont nombreux ?

Samé NGOSSO

(1) Selon Senghor, les parallèles asymétriques sont à la base de l'architecture négro-africaine.

(2) Rassemblement National Démocratique, parti non légalisé par Senghor depuis 1976.

(3) Il s'agit des lois promulguées dans le journal officiel en 1976.

(4) Parti Démocratique Sénégalais, principal parti d'opposition.

(5) Cet organisme a été supprimé en 1979 après la découverte d'un dernier scandale portant sur un détournement officiellement évalué à un milliard de FCFA.



Une vue de l'avenue Georges Pompidou-Dakar

TCHAD :

La Lybie est-elle vraiment une menace ?

La lecture des journaux parisiens, l'écoute des radios et des TV sur un évènement politique africain révèle toujours des analyses propres à étonner un africain qui vit en France. S'agissant du Tchad, on constate une croissance d'intérêt, laquelle est fonction de la variable libyenne. Au *Figaro*, Jean-Mar Kalféche voit dans la démarche de Kadhafi une cohérence politique... « raciale ».

L'arabe dans le désert à la recherche d'un oasis, va toujours par le flair atavique vers le point d'eau. L'influence de Pauwels, dira-t-on. Sauf qu'il ne s'agit pas du Magazine, mais du quotidien. M. Robert Galley, ministre de la Coopération et de la Défense, s'est expliqué à la télévision : pas d'intervention sans demande explicite des gouvernements. Ce qui explique sans doute l'envoi de centaines de militaires en Centrafrique pour rejoindre les unités basées à Bouar. Bouar est près du Tchad, il est vraisemblable que l'envoi de troupes supplémentaires soviétiques ou cubaines en Angola ou au Mozambique aurait incité à d'autres commentaires. « Libération » voit en Kadhafi et Goukouni, deux hommes d'état « isolés ». Kamougué répète à qui veut l'entendre que l'absence d'aide matérielle d'Afrique ou d'Occident les a poussés à traiter avec le « diable ». Où étaient ces voix qui hurlent au danger libyen aujourd'hui ? La réponse serait que la neutralité à observer dans le conflit imposait une attitude strictement passive. Les arri-

res pensées, une fois débarrassées de l'obligation politique se sont révélées amicales pour Hissène Habré, lequel a perdu. Pour l'instant, le gouvernement soudanais considère que la guerre ne fait que commencer.

Cette déclaration ne doit pas s'entendre comme une ingérence dans les problèmes intérieurs du Tchad. Pour « *Le Monde* », la fusion du Tchad avec la Libye étend le voisinage de ce dernier aux limites occidentales du Soudan. Grave problème, n'est-ce pas ? Maintenant que Némeyry s'est entendu avec l'Ethiopie - pédale douce avec les maquisards érythréens - il a les mains libres pour « se brancher » sur Abéché. S'agit-il d'aider Hissène Habré ou de combattre Kadhafi ? La haine idéologique bien sûr - à la Jamarhiya est fortement partagée par Sadate et Némeyry. Le Nigéria a déjà exprimé son désir de voir partir le « bureau populaire » libyen après les émeutes de Kano. L'Afrique islamique ou chrétienne partage très peu l'idéal du « *Livre vert* ». Bokassa, ami de la France en son temps, devenu « *nauséabond* » (A. Duhamel au Monde), ne refusait pas la manne libyenne. Le très « modéré » Bongo - modéré pour qui ? - fut autrefois touché par la grâce financière libyenne. L'argent n'a pas d'odeur, dit-on. L'homme de Tripoli « recycle » ses pétro-dollars. On s'inquiète déjà de savoir s'il pourra dans dix ans disposer de la bombe atomique. Cette possibilité n'exaspère pas tant l'Occident lorsqu'il s'agit d'Israël ou de l'A-

frique du Sud. Les guérilleros du Swapo connaissent à fond l'hyppocrisie meurtrière de Babylone.

Le « *rastas français* » vus par « *Actuel* » appellent ça un plan blanc. L'eldorado namibien attire force capitaux occidentaux pour piller la Namibie. Du coup, on s'accommode du très très nauséabond Botha. Quel pays « libre » aide l'ANC ? Voilà comment on aide les « *Russkoffs* » et leurs alliés à « encercler » des pays ingénuement innocents du « *mal rouge* ». Mais revenons au Tchad. Pour illustrer ce qui se passe, pensez à la scène du hold-up, dans le film « *prends l'oseille et tire toi* » où Woody Allen propose aux employés d'une banque de choisir par le vote un des deux gangs rivaux qui s'intéressent au même magot. Telle est la situation des tchadiens. Ces otages en chair, objets d'un hold up idéologique. La France ou la Libye. Ces africains ont décidément peu de mémoire : après tout, la France - par DE Gaulle - leur a « donné » l'indé-

pendance (M. Galley dixit), alors ... Alors quoi ? Il est exaspérant de constater la pérennité de la mentalité colonialiste. par dessus la tête des tchadiens, son discours transpire l'énerverment et la rage. L'inévitable et indésirable Kadhafi, outsider dans un tiercé truqué, les a coiffés au poteau, dans un territoire considéré traditionnellement comme chasse gardée. Voilà l'insupportable. Chacun sa zone d'influence. Aux nouveaux « *Romanov* » soviétiques, l'Europe Centrale, aux yankees, l'Amérique du Sud et les îles du Pacifique, aux « *gaullistes* », pourfendeurs de Yalta, l'Afrique francophone. Le voyage d'un ministre français en Côte d'Ivoire aussitôt après « *l'affaire* » tchadienne exprime symboliquement l'inquiétude : rassurer les amis. Tu parles, Charles ! Les amis ont compris que le succès d'Albin Chalandon pour ELF-ERAP en Libye n'était pas cautionné par la France. Que faire ? L'OUA voit sa mythique unité se désintégrer. Comme la gauche institutionnelle française née au Congrès de Tours, l'Unité africaine fonctionne à titre de phantasme. De Lagos à Lomé on se déchire, faute de moyens, faute d'unité. Restent les accords, qui ne prévoyaient nullement une installation définitive des libyens au Tchad, fut-ce par

fusion. Sauf Acyl Ahmat connu pour son attachement à la Libye, ni Habré, ni Goukouni, ni Kamougué ne sont pro-libyens. Abba Siddick quant à lui, n'a jamais caché que la présence libyenne dans son pays constituait une menace pour sa souveraineté. Mao et Tchang Kai Tcheck se sont battus contre l'agression nipponne. La suite n'a pas été favorable pour les russes. Goukouni n'est pas Mao, mais son nationalisme est connu. Il se peut que Kadhafi, avec ses propres calculs, ait aidé un nationalisme révolutionnaire et non pas traditionnel. C'est ici que se rejoignent la haine Sadate-Némeyry, la frustration de Big Brother tricolore et l'angoisse des « *poussahs* » africains. C'est cela la « *destabilisation* ». Le nationalisme tchadien doit s'affranchir de la tutelle libyenne pour construire un projet autonome et réconcilier ses populations. Lorsque la Libye apparaîtra comme le verrou à faire sauter - par nécessité politique - aucune aide africaine en direction des « *factions* » ne sera négligée. La destabilisation est réelle, mais Kadhafi ne peut s'asseoir sur l'Afrique entière, il ne trouvera pas de gouvernements aussi aveugles pour cela. Qui menace-t-il alors ?

Leuk le Lièvre

Namibie :

Depuis le 8 janvier, la conférence sur la Namibie se tient à Genève. Cette conférence a été convoquée par l'ONU afin de permettre des négociations sur l'indépendance de ce pays. Autrefois appelée Sud Ouest africain, la Namibie est une ancienne colonie allemande comme le Togo ou le Cameroun. L'Afrique du sud qui s'était vue confier son administration après la 2ème guerre l'a transformée en colonie : occupation militaire et administrative, exploitation systématique des richesses minières. Cette occupation de fait, en contradiction avec le droit international, transformait par la force le statut de ce pays en forteresse gardée par le gouvernement sud africain. Du temps des allemands, la répression sauvage des Hérésos l'avait signalé à l'opinion internationale. Aucune analyse ne fut faite. Par la suite, lorsque le 3ème Reich fut vaincu, les racistes de Prétoria y firent main-basse ; le silence complice des pouvoirs occidentaux - réalisme oblige - permit une occupation illégale et une exploitation économique qui continuent encore. Pour son malheur, ce pays aussi grand que la France et l'Angleterre possède d'énormes richesses pour une population d'un million d'habitants.

Dans ces conditions, la politique des puissances occidentales intéressées par le « *pacote* » consiste à activer le pillage à travers les sociétés privées qui y investissent en finances et en technologie. Avant qu'il ne soit trop tard.

Comment concilier la convoitise économique et une injus-

tice politique difficilement défendable, voilà la question que les occidentaux (européens et américains) devront résoudre à Genève. Ils n'y sont pas les seuls : la SWAPO de Sam Nujoma qui lutte inlassablement sur les fronts politique et militaire pour la libération ; les fantoches de l'alliance Turnhall, hommes de paille, prête-noms du grand banditisme sud-africain pour un « *règlement interne* », l'Afrique du sud elle-même - à travers Danie Hough, administrateur général sud africain en Namibie - et les pays africains du front. Enfin, les parrains aux mains sales, le groupe de contact (GB, USA, RFA, Canada, France). L'ONU a nommé Marti Ahtissari (Finlande) commissaire pour la Namibie et mis sur pied cinq commissions pour s'occuper des questions comme l'organisation d'élections, les réfugiés, les casques bleus. Conférence difficile, mais nécessaire ; elle fait penser à celle, organisée par les britanniques - il y a bientôt deux ans - à Londres pour le Zimbabwe.

Kurt Waldheim a dû faire accepter aux militants de la SWAPO la présence des « *parties internes* » liés à l'Afrique du Sud, parce que l'Afrique du Sud l'exigeait comme préalable. Dur de traiter à égalité avec des compatriotes qui ont choisi de lier leur devenir aux philonazis de Prétoria.

Hormis l'aspect économique, le problème de l'Occident et de sa pointe avancée, l'Afrique du Sud, c'est circonvenir la menace d'une évolution politique commencée par le Mozambique et

poursuivie par l'ancienne Rhodésie. L'Afrique australe étant le sanctuaire des fascistes impénitents, la perspective d'un voisinage totalement étranger aux projets des complexes militaires industriels occidentaux inquiète les stratégies de Washington. Songez donc qu'avec l'indépendance du Zimbabwe, du Mozambique et de l'Angola, le gouvernement sud africain s'est trouvé de plus en plus isolé politiquement. Pour empêcher l'avènement d'une Afrique australe émancipée de sa tutelle, Pik W Botha utilise l'argument idéologique qui fait de lui le défenseur de l'occident, du monde libre. Il a des arguments matériels difficiles à contourner par les métropoles occidentales.

L'élection de Reagan est vue là-bas comme une bénédiction et son attitude vis à vis des stratèges de l'Apartheid pesera lourd. Elle permettra ou non aux sud-africains un comportement dur quant aux propositions à entériner. 11000 civils et militaires devront s'installer en Namibie sous l'égide de l'ONU pour mener à bien la surveillance du cessez-le-feu et l'organisation des élections. Ainsi, la voie transitoire à l'indépendance élaborée par l'ONU mettrait fin à la lutte armée. La SWAPO par la voix de SAM Nujoma annonce qu'elle ne négociera ni pour les multinationales, ni pour Prétoria. Un message clair qui ne laisse aucun doute quant à la suite si la conférence butte sur l'intransigeance de « *Babylone* ».

B.A.

...Suite de la page 7

Comment s'étonner dès lors que la population corse n'accorde plus aucun crédit à la justice de leur « *pays* ». La quasi totalité des forces politiques de l'île (y compris certains élus de la majorité) condamne le maintien en détention des huit militants de l'UPC (*Unione di Pepulu Corsu*). De nombreuses manifestations, grèves de travailleurs et de lycéens ont eu lieu dans toute l'île ces dernières semaines. Pour obtenir leur libération, les femmes des détenus ont manifesté au palais de justice d'Ajaccio aux cris de « *Ghjustizia* ». Dans cette même ville, une manifestation avait réuni 7000 personnes le 27 décembre dernier. Après la manifestation inter-syndicale du 7 janvier à Bastia, un nouveau temps fort du mouvement devrait être atteint par la manifestation d'Ajaccio du 14 janvier, appelée par 26 organisations. S'achemine-t-on vers un mouvement d'une ampleur comparable à la manifestation du 26 janvier 1980 qui vit défiler 25000 personnes dans les rues d'Ajaccio soit un Corse sur cinq ?

Quoi qu'il en soit, la libération du chef de l'organisation anti-autonomiste *Francia*, pourtant inculpé d'association de malfaiteurs, d'attentats par explosifs et de transport d'armes de quatrième catégorie alors que dans le même temps les militants autonomistes sont maintenus en détention, incline à penser qu'il y a deux poids deux mesures. Les barbouzes ayant bénéficié de la mansuétude du pouvoir, ils pourront acquitter leur dette, ils retournent, en chargeant les autonomistes inculpés dans ce but, ils se sont constitués partie civile.

Le pouvoir qui a choisi de s'enfermer dans son intransigeance relance ainsi le cycle « *agitation-répression* ». Les manifestations populaires reprennent, dans le même temps ; le FLNC relance sa campagne de bombes et déclare : « *les prisonniers de Bastelica-Fesch sont pour nous d'authentiques patriotes, s'il leur arrivait le pire, l'Etat français porterait*

l'entière responsabilité des événements futurs ».

L'épreuve de force est désormais engagée.

Frank ROUSSEL

Indépendantistes Guyannais à Fresnes

Lorsque deux africains se rencontrent, un Saramacca et un Aloukou, deux tribus qui vivent dans la même forêt amazonienne, qu'ils s'éprennent l'un de l'autre et ont le pressentiment d'être destinés l'un à l'autre, il s'agit d'avoir le courage de rompre. Car en préservant, on risque tout. Il n'y a rien à gagner, dirait un proverbe saramacca, et aussi c'est bien un proverbe, disent les Saramaccas.

On n'accepte jamais une charge d'Etat, et si on le fait, on devient un simple Aouegui, qui croupit dans la prison de Fresnes.

Aouegui est d'origine Africaine, ancien « marron », (ancien esclave qui devenait libre) de père Matawai, tribu Saramacca, et de mère Aloukou, tribu qui vit au bord du fleuve Maroni, en Guyane française.

Ce sont des tribus qui vivent en communautés dans la forêt depuis 250 ans, et depuis 120 ans, les Aloukous habitent au bord du Maroni, à Apatou. Et depuis quelques années, le Préfet de la Guyane et la Municipalité Guyanaise ont décidé d'en faire un village de gendarmerie en vacances pour un lieu de convalescence pour gendarmes fatigués, et des bonnes soeurs comme infirmières. C'est devenu le St Tropez de Cayenne, lieu de vacances privilégié des fonctionnaires guyannais. Bien que, pour y arriver, les transports soient précaires : on y va les mains vides, on retourne les mains vides, car cette compagnie d'aviation locale peut prendre des passagers sans bagages.

Mais les mains bien accrochées à cet appareil instable en toile : tout le monde a peur de ce voyage, car beaucoup de ces avions restent accrochés aux arbres et brûlent tout de suite, puisqu'ils sont en toile. Quand il pleut, on est trempé à l'intérieur. Mais c'est un commerce purement français dont le président est le Préfet de la Guyane, puisque c'est lui, avec Condé Saint-lazare directeur de l'office du tourisme guyanais nommé par la France, qui décide des subventions à accorder aux sociétés touristiques. Serge Patient, Président du Conseil régional, reste l'assistant assisté de ces messieurs. Toutes les sociétés touristiques guyanaises sont dirigées par des Français venus de tous les azimuts sociaux, qui gardent leurs relations en France, ce qui leur permet d'organiser des weekends Paris-Apatou à un million.

Après les élections municipales, les bonnes soeurs et les gendarmes ont élu Maire du village d'Apatou le frère d'Aouegui ; lui et son frère sont les deux seuls Aloukous à parler français. A l'occasion de cette élection il y eut un recensement, et c'est à ce moment qu'Aouegui, qui avait déjà 20 ans fut déclaré à la mairie « fantoche » tenue par son frère.



Région d'Apatou

Le frère d'Aouegui, mayota est un maire « factice » :

Les papiers de la Mairie sont délivrés à la gendarmerie. Les Aloukous ne se marient pas, ni les bonnes soeurs, les gendarmes sont déjà mariés. Les Aloukous ne déclarent ni les naissances, ni les morts ; ce qui ne lui donne aucun pouvoir juridique. En dehors des Aloukous, les gens qui veulent se rendre à Apatou doivent retirer une autorisation spéciale de la gendarmerie, avec le motif de la visite.

Avant que le village ne soit sous la vigilance du Préfet de la Guyane, Aouegui y a construit la première école, en 1969, toujours soucieux de la conservation de « notre identité Africaine ». Après un an de travail solitaire, le Préfet de la Guyane lui donne 500 francs, et lui reprend l'école, construit d'autres petites écoles autour, et jusqu'à aujourd'hui il n'a pas pu servir sa tâche, son ambition, son rêve de conserver notre culture et d'apprendre aux autres Aloukous à parler le français afin d'être protégés contre l'agression des exploitants créoles, français, guyanais aventuriers.

le 12 avril, Aouegui, identifié sous le nom d'Antoine Lamouraille à la prison de Fresnes, se trouvait à Apatou, comme tous les Saramaccas, Aloukous Djukas, qui séjournent une période en ville, une période dans la forêt pour protéger leur culture.

Il y eut une explosion suivie d'incendie au dépôt de la Shell de Kourou ; quelques jours plus tard, FR 3 de Cayenne annonce qu'une bombe et son dispositif de retardement ont été découverts dans une caserne désaffectée de la place des Palmistes à Cayenne.

Bien sûr, il n'y eut ni morts, ni blessés.

Cela provoque beaucoup d'arrestations dans les mois qui suivirent. On relâche quelques personnes, puis on attaque le parti politique pour l'indépendance de la Guyane le plus minoritaire : le FN.L.G., Front National de Libération de la Guyane, dont le Président fondateur est Raymond Charlotte. Arrêté, le secrétaire général Raymond Charlotte, et en même temps le membre actif. Puis le MOGUYDE, Mouvement Guyanais de Décolonisation auquel appartiennent Eric Blanchard, Eddy Hoa Chuk et Edmée Geneviève, est aussi arrêté.

Aouegui qui s'était vu refuser son école, et qui avait toujours défendu son village Apatou contre les autorités, est considéré par le gouvernement comme un gauchiste. Pendant toutes ces émeutes, il était à Apatou. Mais comme il avait travaillé pour des employeurs locaux qui vous doivent toujours votre salaire après avoir fini de travailler, ayant une femme et sept enfants à nourrir à Cayenne, il fit une tentative à Cayenne pour aller toucher son argent. A peine eut-il touché la modique somme, on l'arrêta, et on lui demanda : « Etes-vous indépendantiste ? ». Il répond oui. On le conduit en garde à vue. Après quatre jours de détention, la police le conduit à son domicile de Cayenne où vivent sa femme et ses enfants, et fouille sa maison de fond en comble. Après la perquisition, on ne trouve rien du tout dans la maison, le policier lui dit qu'on a retrouvé une grenade entre les pilotis, sous la maison. Aouegui lui répond que c'est un lieu public. On lui demande qui a déposé la grenade et les fils électriques sous sa maison. Il répond aux policiers : « Si toi, tu as vu une grenade sous ma maison, c'est peut-être toi qui l'y a mis ». Il est reconduit à la prison.

Le 15 juillet, le journal télévisé de 19 h 45 heure locale de Cayenne communique aux auditeurs l'information suivante : quatre détenus, Eric Blanchard, Raymond Charlotte, Eddy Hoa chuk et Antoine Lamouraille ont été transportés par avion sur la métropole afin d'être déférés devant le juge d'instruction de la Cour de Sécurité de l'Etat.

Aouegui n'est pas un Guyanais de la ville, donc pas occidental. Il ne peut pas s'appeler Antoine Lamouraille. Les Aloukous sont une tribu qui circule entre la Guyane Française et le Surinam depuis 250 ans, sans

carte d'identité et sans passeport. Il est impossible de retrouver un Aloukou, car il porte

le nom de sa mère ou celui du frère aîné de sa mère, rarement le nom du père. L'appartenance à la tribu dépend toujours de la mère. On a tous des noms d'origine africaine. N'ayant pas de papiers, on est connu en ville sous un de ces noms : par exemple Aouegui.

Antoine Lamouraille est avant tout une histoire du gouvernement qui l'a mis dans une affaire où il reçoit que des coups, car il n'a aucun langage politique pour être à une audience d'hommes politiques. Il refuse de parler le français ; il s'exprime dans sa langue. Ce qui accentue des mesures disciplinaires encore plus sévères à son égard. Il ne peut pas bénéficier du régime de prisonnier politique.

Si l'on s'abstient des charges d'Etat, on ne doit pas pour autant rester inactif ; il faut attacher du prix à des occupations qui semblent identiques à l'oisiveté ; on peut s'adonner à toutes sortes d'arts qui ne rapportent rien.

Nous, les Wintis, les Djukas, les Aukanes, les Saramaccas, nous vous demandons de nous aider à faire revenir Aouegui dans sa forêt, ainsi que ses frères Guyanais en prison.

Raymond Charlotte a six enfants, Aouegui en a sept, etc. Leurs femmes n'ont pas de travail, et sont ainsi en prison même en liberté. Ils attendent vraiment votre aide. Cette information ne doit pas être arrêtée : parlez-en autour de vous.

Michel Alimeck



De gauche à droite : Antoine Aouegui, Edmé, Raymond Charlotte.

Journée des peuples noirs

Samedi 3 a servi de prélude, avec deux conférences-débats, à l'instigation de la F.E.T.R.A.N.I., et en collaboration avec l'A.C.R.A.A. et le Théâtre Noir, à la célébration de la Journée des Peuples Noirs, le dimanche 4 janvier.

Au programme du premier débat, dirigé par Mme Maryse Conde, professeur et écrivain, a été soulevé le problème du « devenir de l'enfant noir immigré » ? Question éminemment politique, qui dépend de la double action des parents, dans le cadre familial et associatif, et des gouvernants des pays d'origine proposant des plans d'éducation plus ambitieux, notamment moins tributaires des orientations, voire des directives du « pays-protecteur » et néanmoins « ami ». Une discussion « latérale » s'est engagée, et de façon véhémement, sur « l'acculturation » dont nous sommes menacés-atteints, à travers l'adoption de modes de vie et de pensée occidentaux ; sur « Diaspora noire et la Négritude africaine » s'agissant de la prise de conscience de notre identité, de notre identité, au travers de notre situation d'immigrés, de sous-prolétaires, se rapprochant davantage de l'esclavage d'antan que de la contribution librement consentie, à la productivité d'une économie imposant des contraintes.

Les digressions allaient bon train, de sorte que Mme Conde éprouvait quelque peine, à vouloir recentrer le dialogue sur l'avenir de l'enfant noir, ainsi que l'incertitude qui plane, tant sur le retour au pays d'origine lié à la politique et à la nature du régime en place.

L'après-midi fut consacrée aux rapports possibles, souhaitables même entre « travailleurs manuels et intellectuels africains », que M. Eliko M'Boukolo, écrivain et professeur au Centre d'Etudes Africaines à Paris, a tenté et réussi de montrer sous un jour nouveau. Les dirigeants issus de la lutte pour l'indépendance sont plus souvent absorbés par les luttes internes pour consolider leur pouvoir que par la recherche de solutions au problème réel du développement. Le rôle de la femme africaine, pour efficace qu'il soit, ne fut pas escamoté, au cours de cette fresque. A telle enseigne qu'une sœur s'est fâchée et a rappelé au dernier intervenant qu'il devrait refuser le poste de bureaucrate grassement rétribué, dès son retour au pays, au détriment des conditions misérables de vie et d'existence de millions de frères.

La conclusion logique de cette mise en accusation par-delà les soupçons de trahison des uns et les visions sectaristes des autres, c'est leur prise de conscience par chacun, d'être exploité, à des degrés divers, souvent par les mêmes... D'où la nécessité d'un début de dialogue plus constructif, au lieu de se jeter ses propres défauts

lances à la face... Dans le temps où 15 millions d'enfants meurent en Afrique et ailleurs avant d'atteindre l'âge de cinq ans, par la faute d'une politique de famine organisée sciemment et délibérément par l'Occident, qu'il faut combattre, il faut s'y atteler dès à présent. C'est la grâce que je nous souhaite...

Le lendemain dimanche, les festivités repriront à 14 heures, relayant la troupe Patrice Lumumba, un conteur A. Aladjo, et le groupe Mathsamba qui avaient offert un spectacle de qualité, la veille au soir.

Ce furent successivement les jeunes musiciens du groupe UGTSF, récemment créé (nous nous sommes promis de nous revoir dans un proche avenir) en parfaite harmonie avec quelques poèmes, lus par Tiemele et Jenny Alpha. L'entrée en scène du théâtre Zoulou, avant de céder la place au débat animé par M. Samir Amin, écrivain et économiste de renom, sur le thème « pour un nouveau contrat de solidarité internationale ». Vaste entreprise si elle en fût, d'où il ressort que le nouvel ordre économique mondial des années 70 a été un retentissant échec. Que les prévisions qui sont faites pour la décennie à venir ne sont guère radieuses. Que l'écart ne cesse de se creuser entre pays riches et pays en développe-

ment que « l'assistanat » visant à juguler tout risque de bouleversement de l'ordre établi, n'est plus de mise. Que cette aide publique tend à régresser comparativement à l'explosion démographique africaine. Que les ressources continuent d'être bradées, pillées au bénéfice des multinationales. Que la famine, la sécheresse et le chômage constituent des plaies difficiles à soigner, tant les thérapies sont coûteuses et longues. Que le dialogue Nord-Sud le Dialogue et autres louffoqueries des ventriologues du discours politique sont dans l'impasse. Bien pessimiste, que tout cela, mais c'est pourtant la bien triste réalité, que se sont proposés d'égayer le groupe Afrosystem, le griot Arafan Kouyate, sa Coba, et le groupe Doucoura, avec ses chants et danses du folklore Soninke, propre aux Mali, Mauritanie et Sénégal ? très hauts en couleurs et bougrement saccadés, de sorte que l'on ait du mal à réprimer plus longtemps l'envie de danser, de bouger, de dépenser ce trop-plein d'énergie que des esthètes affublent du vocable « défoulement ». Deux bien belles journées.

A.R.

**ABONNEZ VOUS !
ABONNEZ VOS AMIS !**

Contre-article « Super Nanga Boko »

La critique appelant la critique, y'a quand même des gammes à ne pas dépasser. Restons dans le ton. Michot Dinh est un musicien camerounais. Actuellement au Cameroun, deux morceaux marchent à fond les platines : « Yoma yoma » de Dinna Bell, et « Nen ni lambo » de Bill Loko dont la musique et les arrangements

sont du « farfelu joyeux luron » Michot Dinh. Je l'ai entendu un peu partout : chez « Régine », au « Keur », au « Black », à la « Planta », etc. « Yoma yoma » a très bien marché sur Paris. « Super nonga boko » a été enregistré en même temps, dans

le même studio et avec les mêmes musiciens que pour « Nen

ni lambo ». A la différence près que ce dernier morceau a été plus « chiadé », et puis il y a la voix de Bill Loko.

M. Dinh est un peu fou-fou, mais il a du talent à revendre. Il a peut-être mis sept ans pour réaliser son premier disque, mais Pasteur Lappé dans son article sur la « merde » qui bloque les artistes immigrés explique pourquoi il est si difficile de faire un disque. Au fait, quelle honte y a-t-il à dédier un disque à Manu Dibango ? Alors comme ça, vous fûtes toquard en boîte en écoutant ce disque, mélange de « makossa » et de « biguine » ? pauvre de vous ; on rembourse les pots pour ça ? Quand la critique est un peu trop aisée et tendrait vers le règlement de comptes, et que l'art — un peu difficile quand même — on mélange un peu de « reggae » avec du « makossa » et qu'on porte des tresses façon « rasta » : ça va chercher un peu loin quand même. Pour éviter ce genre d'imbroglie névrotique à la con, nous pouvons déjà vous annoncer une table ronde entre plusieurs musiciens africains « new style » ; sinon, histoire de vous informer, nous tiendrons une colonne musique où les disques seront juste notés par des étoiles, avec l'adresse des points de vente : comme ça vous jugerez de vous-même. Voilà, c'est tout.

D.H.K.L.

Guerre d'Algérie (bis)



Et bien oui, ne soyez pas surpris, effectivement la guerre d'Algérie n'est pas terminée pour beaucoup de gens, vingt ans de silence cette guerre horrible, sur ce génocide, 20 ans de silence sur une lutte de tout un peuple pour sa liberté, son indépendance ; des paysans ceux qu'on appelait « les fellouzes » ont battu toute une armée de paras aux gueules et aux pratiques fascistes (tortures, camps de concentration, viols, villages bombardés au napalm...). Vingt ans après, la guerre d'Algérie est toujours dans l'esprit des gens, suscite toujours autant de passion et de haine. On a pu le constater. Les nostalgiques de l'Algérie Française existent toujours, malgré leur jeune âge. Ils étaient une vingtaine casqués, cuirs, barres de fer à la main, ont attaqué le cinéma Saint-Séverin en brisant des vitrines et en lançant des cocktails molotov, lors de la projection de « La bataille d'Alger ».

Echo Ciné - Cinéophile

Quoi de nouveau sur les écrans... R.A.S.... me disait un ami qui venait de voir un film (un super-navet) Superman II du naïf populaire à bon marché.

« A l'avenir, je lirai les aventures de Superman dans les bandes dessinées, c'est dix fois mieux » me disait-il. Par contre, en ce qui me concerne, je suis impatient d'aller voir sur les écrans « Flash Cordon », mais en attendant ce film, je suis allé voir « Bruxelles Transit »

de Samy Szlingerbaum, c'est un film qui pose les problèmes concrets de l'immigration et de son intégration : c'est l'histoire d'un jeune homme « belge » qui entreprend la quête de son origine, de ses racines juives polonaises et pour cela il interroge sa mère qui lui conte dans sa langue natale, le yiddish, l'interminable voyage depuis la Pologne au lendemain de la seconde guerre mondiale puis l'installation « provisoire »

à Bruxelles qui est devenue définitive. Je vais entreprendre la même démarche avec ma mère, pour qu'elle puisse nous conter notre « voyage ». Je me souviens des baraquements (bidonvilles) que nous avons connus dans les premières années de notre arrivée dans le Nord de la France. Le changement de climat que ma mère n'a jamais supporté. J'avais peur des cafards, et des contrôles de flics qui rôdaient la nuit dans la cité (c'était pendant la guerre

d'Algérie). « Bruxelles Transit » est un film qu'il faut absolument voir. Ce film, à travers l'histoire de l'immigration juive, pose le problème de toutes les immigrations ; dans ce quartier populaire et triste de Bruxelles qui a connu des immigrés juifs au début, est composé aujourd'hui majoritairement de Maghrébins ou Noirs. D'autre part, c'est un film que je conseille vivement à tous les camarades du P.C. A travers ce récit qui peut paraître banal, « ils » seront peut-être amenés à comprendre le drame de l'immigration et les difficultés de son « intégration »

Un autre film qui m'a beaucoup plu ces derniers temps, qu'il faut absolument voir avant qu'il disparaisse de l'affiche, c'est « Plogoff, des pierres contre des fusils ». C'est l'affrontement spectaculaire entre l'Etat centralisateur aux odeurs de nucléaire et de tout un peuple attaché à sa terre.

Par un soir pluvieux où l'ennui me dévorait, je me suis réfugié dans une salle obscure de ciné et on projetait un film qui faisait une éloge de la police française sous une apparence de mascarade, c'est « L'inspecteur La Bavure ». Film à ne pas voir...

En cette nouvelle année 1981 une bonne nouvelle aux cinéophiles parisiens. Le cinéma Saint-Séverin est pris en charge depuis le 1^{er} janvier par le

« Collectif Grain de Sable » (coopération de production et de distribution de « films d'interventions »). La nouvelle direction entend poursuivre l'exploitation d'exclusivités et des films d'interventions tout en créant une animation d'accompagnement à l'aide de projections vidéo, d'expos photos d'affiches et de débats.

La programmation est axée sur des séries de films consacrés à des thèmes historiques ou quotidiens. La première série débute sur l'histoire de l'Algérie et de son immigration avec la « Bataille d'Alger » de Pontecorvo, d'« Elise ou la vraie vie », d'« Avoir vingt ans dans les Aurès » de Vauthier. Je salue cette initiative et je souhaite qu'ils réussissent dans leur entreprise. Il faut noter qu'ils sont disposés à accueillir et à examiner toutes les initiatives d'animation, vous pouvez donc aller les voir et bon courage. D'autre part, aux gens passionnés de critiques de cinéma, la nouvelle revue de culture cinématographique « Adhoua » vient de sortir son numéro 2, cette revue créée par le Cercle d'Etudes et de Recherches Cinématographiques et le club El Haythem se veut un lieu de débats « cinématographiques » (?). Ce numéro est presque entièrement consacré au bilan des VIII^{èmes} journées cinématographiques de Carthage.

Mohamed Nemmiche

Dario Fo *Si tous les militants étaient conteurs*

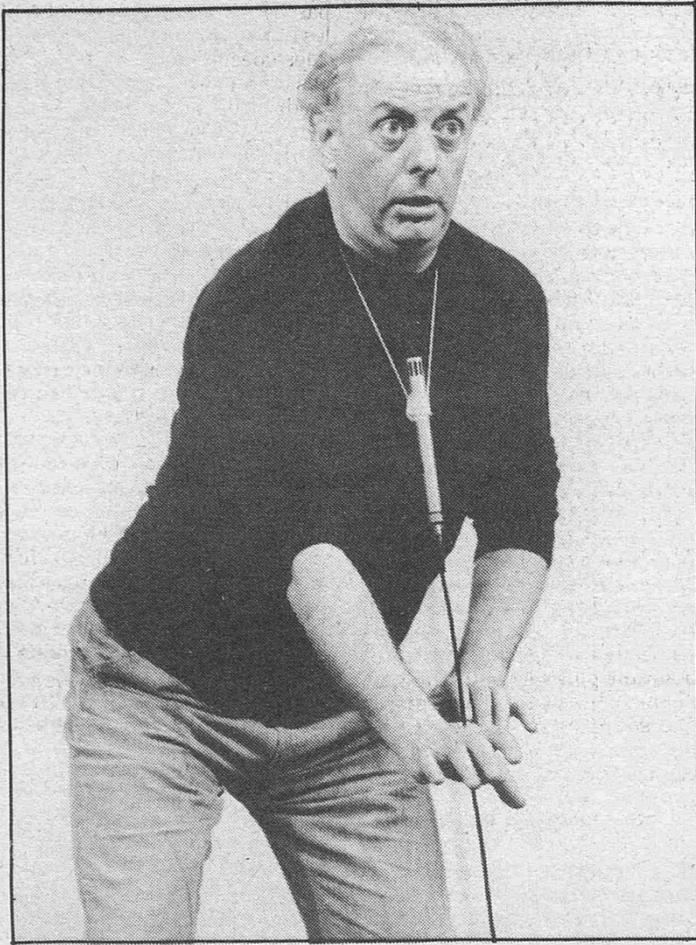


Photo D.K.

SF : Est-ce que les gens viennent vous voir en cherchant une solution à leurs problèmes ?

DF : Non, ils ne cherchent pas de solutions. Mais plutôt la possibilité d'avoir des sollicitations nouvelles à certaines pensées auxquelles il faut être attentif. Par exemple, le tremblement de terre en Italie, c'est tragique, mais le dire par le rire nous permet de découvrir ce qui se passe réellement : la misère des gens et des institutions, des politiciens qui profitent du désespoir des malheureux pour voler plus encore. C'est ça que les gens veulent, un miroir déformant sur lequel ils peuvent voir une réalité.

SF : Dario Fo et le théâtre institutionnel ?

DF : Nous n'avons pas de problème de conscience ; nous ne faisons pas le choix d'un théâtre, nous jouons où nous pensons que c'est le mieux : dans la rue, dans une église, dans un palais des sports. Pourquoi jouer dans la rue quand tu peux avoir ailleurs dix mille personnes ? C'est stupide. Nous essayons d'imposer des prix très bas, d'avoir un public très populaire et un rapport pas seulement intellectuel. Nous savons que nous sommes la locomotive des intellos, mais nous avons eu des rapports avec des gens du quartier, des gens très simples.

SF : Peux-tu nous parler de la santé du théâtre populaire en Italie ?

DF : Parler de théâtre populaire aujourd'hui est un peu dangereux. Le théâtre que je fais est populaire parce qu'il parle le langage des gens, qu'il est dans leurs tripes. Il parle de la violence, de la faim, de la prise de conscience, du courage, de la dignité, de la résistance.

Franca parle de la violence des hommes envers les femmes, de leur oppression. C'est ça le théâtre populaire. A côté de ça, il y a le théâtre aristocrate, fait par (ou lié à) des gens qui ont le pouvoir. Nous avons signé, inventé un système de rapports qui marche, mais nous n'avons pas encore gagné la bataille ; elle n'est gagnée que quand on a pris tout le pouvoir. Mais il faut savoir qui prend le pouvoir : en Chine, en U.R.S.S., la culture dominante est une fausse culture populaire, c'est de la démagogie, du populisme. C'est ce qui m'a poussé à quitter le PCI. J'ai compris qu'il y avait le stalinisme, l'absence totale d'ouverture, une fausse dialectique.

SF : Par rapport à la violence de l'Etat, est-ce que la lutte armée est une solution ?

DF : Il y a des cas où la violence ne sert pas ; il suffit de lire Mao : « Si tout le monde est convaincu qu'il faut changer les choses, il suffit de battre des mains tous ensemble ». C'est une telle explosion que tout le monde voit disparaître la répression, le racisme, la fausse démocratie. Certaines fois, la violence est la seule porte de sortie. Mais il faut savoir toujours si le peuple est avec toi, ne pas penser à la place du peuple car tu finis par le mépriser parce qu'il ne comprend pas ton action. En Italie, on a un Etat et un Contre-Etat, une avant-garde qui fait ce que le peuple n'a pas encore compris qu'il doit faire, mais il n'y a pas d'exemple dans l'Histoire, d'une avant-garde qui a entraîné un peuple, au contraire ; dans la révolution chinoise, lors des massacres de Canton, c'est l'avant-garde chinoise qui a permis au pouvoir de détruire toutes les analyses de Mao.

Dario Fo est un homme de théâtre célèbre et inconnu. Il est un des seuls à avoir réussi, depuis plus de dix ans, à contruire un « circuit alternatif », sans compromission avec l'institution théâtrale. Il produit des spectacles qui, tout en militant clairement pour des objectifs « gauchistes », n'en atteignent pas moins une large audience. Plus que des prises de position idéologiques ou des textes militants, la tâche même de Dario Fo et de Franca Rame, sa femme, est d'inventer des « espaces » nouveaux, gérés par la classe ouvrière, qui permettent une confrontation incessante.

Leur théâtre semble incarner un vieux rêve : un théâtre populaire et militant hors du système dominant, un théâtre libre.

Dario Fo a eu un grand succès, lors de son récent passage au Théâtre de l'Est Parisien. Ce conteur méditerranéen était seul sur scène... sans décors, ni jeu de lumière, juste un micro accroché au cou, et, c'est parti.

Dario Fo raconte et fait vivre pour nous plusieurs personnages : le soldat chinois, la tigresse et son petit, les paysans, etc. Deux heures de spectacle où tout passe par le rire. Un rire qui nous désarme et révèle en nous notre réalité à travers ses histoires. La « merde » que connaît le Soldat Chinois est la même que l'on vit ici et ailleurs.

Si tous les militants étaient aussi des conteurs, on ferait peut-être la révolution en dansant, et, les tracts ne partiraient pas en fumée.

Pour mon pays, c'est le désastre, parce que la lutte armée permet au pouvoir d'éliminer tout ce qui est en train de naître à la base dans notre culture ; la culture, c'est tout le langage, l'éducation, le savoir, d'où je viens où je vais. Si par hasard l'avant-garde gagnait, elle serait pire que ce qu'il y avait avant, parce que ses membres sont comme des prophètes inspirés par dieu. Il faut tuer tout de suite, ce sont des fanatiques ; ils sont déjà martyrs, déjà morts avant même de l'être. La violence naît par désespoir, quand on ne voit pas la sortie ; mais les gens n'aiment pas la violence, ils aiment chanter, faire la fête. Ce serait bien d'arriver à prendre le pouvoir en dansant ; c'est stupide de ne pas aimer la joie, l'amour, la rigolade.

S.F. : D'après vous, quelle culture peuvent avoir les immigrants ? Y a-t-il un mélange possible entre la culture du pays d'origine et celle du pays d'accueil vue à travers la carte de séjour, les expulsions, l'exploitation ?

D.F. : C'est difficile à dire par ce que l'immigré est toujours déraciné. En Italie, les paysans, les gens du Sud qui vont dans le Nord ont perdu leur propre culture ; ils ne comprennent pas, ils cherchent à reconstruire mais ils ne font, en fait, que des imitations culturelles. Ce qu'ils apprennent n'est pas à eux, ce n'est pas dans leur sang, dans leur rythme, ils ne savent pas d'où vient leur mode d'expression. C'est là la difficulté. Le seul travail que l'on puisse faire, c'est retrouver notre culture d'origine ; mais pas d'une manière nostalgique, car c'est idiot et inutile, et toujours réactionnaire. Il faut retrouver ce qu'on n'a pas compris quand on était chez nous, avoir le courage d'être critique par rapport à notre propre culture, comparer ce qui se passe dans ce pays et dans notre pays d'origine : on y retrouve les mêmes gens qui ont des privilèges ou qui

sont exploités. A travers la connaissance de la culture de l'exploiteur, on peut le détruire. Il faut savoir quel est le piège de notre culture : en être fier, oui, mais ne pas la défendre en bloc, n'importe comment.

S.F. : Et par rapport aux jeunes qui naissent dans l'immigration ?

D.F. : J'avais parlé avec SCORCESE, ce grand metteur en scène américain qui a fait

« Taxi Driver ». Toute sa famille est italienne, et lui ne parle pas un mot d'italien parce que

son père et sa mère ne le parle plus, quelques mots seulement. Mais lui a étudié cette histoire de déracinement : il y a une fausse culture qui s'est créée, avec dedans leurs souvenirs. Le langage même est curieux ; il y a des retours italiens, des mots, des tournures de phrases. Dans le film, on retrouve l'ambiance de son père et sa mère, même l'histoire des gens de son quartier. On peut raconter, c'est important. L'analyse de l'histoire des gens à travers l'immigration permet de faire venir la synthèse.

Propos recueillis par Marie-Pierre et Habib

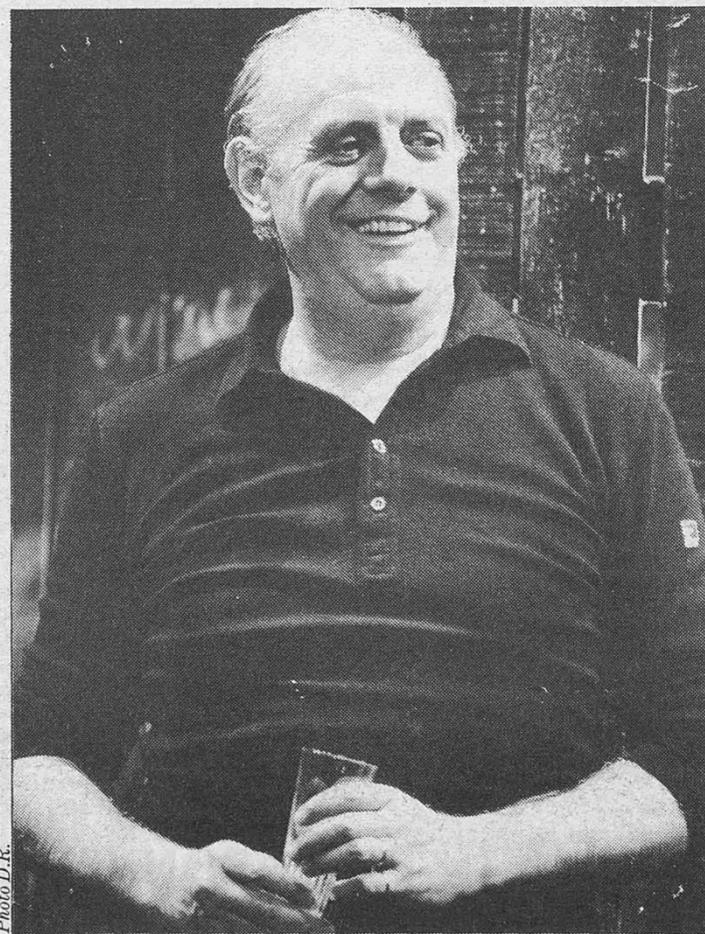


Photo D.K.

Le Maracas d'or, un tremplin mais, ...

Special « Maracas » d'or

Rebarbatif ? Sans doute, le titre de cet album. Mais il faudrait faire preuve d'une mauvaise foi insolente pour ne pas

reconnaître que le 33 tours qui a couronné Bovick est un monument de finesse, de technique et de travail. J'ai longtemps cru que M. Dibango possédait ce qui se faisait de mieux en arrangements de cuivres en musique africaine.

Mais après avoir écouté « *Africanissimo* », « *Congolia* » et autres « *Bawanze* »,

« *Semeki Joe* », « *Pazopo Revolution* », je suis forcé de me rendre à l'évidence. Bovick est un monstre musical. Le connaissais-je donc si mal ? Pourtant son passé plaide en sa faveur.

Né en 1949 à Lubumbashi (Zaire), il a fait ses premières armes chez Franco, Kabassele, Verkis et surtout Tabu Ley dit le Seigneur Rochereau. Des événements de cette dimension vous forment votre

bonhomme, et Bovick l'est, pas pour les discours peut-être, mais Sandra Real, sa productrice, manager et amie est là pour pallier sa timidité naturelle de garçon qui a trop vite grandi ou (si vous préférez) d'artiste qui a vécu toutes les « galères ». En France

depuis deux ans pour des études au Conservatoire, sa rencontre avec Sandra lui aura valu de se démarquer aujourd'hui de ses pairs zairois, mais surtout d'être un Maracas d'Or.

S.F. : Ca vous fait quoi, d'être Maracas d'Or ?

B. : C'est un plaisir, une récompense artistique importante même si le bénéfice matériel est loin d'être évident.

S.F. : Que pensez-vous de ce trophée ?

B. : Je répartirai ma réponse en deux volets. Comme je l'ai dit plus haut, c'est une fierté

que de se voir apprécié à un si haut niveau. C'est le premier aspect. Le deuxième est malheureusement plus sombre : il n'y a rien après le Maracas d'Or : aucune aide matérielle,

aucune promotion, pas de concerts ni de télé, bref ceux qui ont créé ce trophée nous oublient le lendemain de la remise des prix. En définitive, on n'est pas plus avancé si on n'organise pas sa propre promotion.

S.F. : Myriam Makeba pourtant s'est produite à la Porte de Pantin dernièrement. Lauréate du même prix que vous, on s'attendait à votre passage en vedette américaine au moins

B. : Makeba m'a joué un sale tour. Nous nous étions arrangés pour que j'interprète deux ou trois de mes titres : elle devait même me remettre mon trophée sur scène. Seulement à la dernière minute, elle m'a évincé de son concert. Et comme Sandra avait arrangé les passages télé pour nous deux, elle a fait supprimer. C'était donnant-donnant.

S.F. : C'est dommage, non ? Les histoires entre musiciens africains ?

B. : C'est plus dommage encore quand il s'agit des éditeurs africains. Je me suis fait salement avoir par Ledoux Records, après m'avoir saoulé, ils m'ont fait signé un contrat

scandaleux. Ces gens ne sont pas sérieux. Ils ont des méthodes sordides et aujourd'hui encore je paie les pots cassés de leurs promesses non tenues. Il faut attirer l'attention de l'opinion sur les manigances de certaines maisons de disques.

S.F. : Revenons au Maracas d'Or ; ne pensez-vous pas que le prix est dévalué de par le fait que les musiciens anglophones sont écartés de la course et que les produits, même francophones, produits en Afrique par des éditeurs indépendants ne parviennent pas au jury ?

(C'est Sandra qui me répond, devant l'embarras évident de Bovick).

S. : Non, je ne le pense pas ! Les disques mis en compétition sont quand même nombreux malgré tout. Et puis que peut-on y faire, si les éditeurs n'adressent pas leurs disques au jury ?

S.F. : Sandra, pourquoi vous occupez-vous de la promotion de Bovick, alors que vous êtes française.

S. : Notre collaboration artistique est née après notre rencontre. La musique est venue après. L'avantage, c'est que Bovick est libre de travailler comme il veut sans qu'on puisse lui imposer un choix.

S.F. : Et alors, ça marche ?

S. et B. : Pas tout à fait. En ce moment, c'est la période des vaches enrégées. Mais nous ne désespérons pas !

S.F. : Des projets ?

S. et B. : Peut-être des télé, des discothèques à la Réunion, un projet de tournée en Afrique et un 45 tours 30 cm au printemps. Mais c'est pas facile.

Propos recueillis par
Pasteur Lappé

Le 17 février prochain, M. Jacques Le Sergent, président du jury des Maracas d'Or procédera à la remise de ces trophées qui, aujourd'hui, sont considérés comme les plus hautes récompenses des efforts produits par les musiciens africains et antillais dans l'année écoulée.]

L'histoire des Maracas d'Or est brève : créés il y a deux ans par Claude Labbé (aujourd'hui physiquement très éprouvé par les multiples efforts consentis pour la réalisation de cette œuvre), les Maracas d'Or récompensent chaque année « les meilleurs enregistrements produits par les Cultures noires francophones ». La sélection est faite par un groupe d'amateurs, producteurs, directeurs artistiques et journalistes spécialisés. Trois prix récompensent la recherche, la tradition et la variété moderne africaines et trois prix sont, dans les mêmes catégories, décernés aux disques produits par des Français d'outre-mer (départementalisme oblige !).

Nonobstant les réserves émises par certains intellectuels africains quant aux retombées et à la signification n'oc-colonialiste de cette entreprise, il est indéniable que l'institution de ces trophées constitue un grand pas en avant pour la promotion de la musique africaine et antillaise, qui fait figure de parent pauvre dans le contexte mondial. « Et c'est justement là le but des Maracas d'Or », me confie Jacques Le Sergent. « Révéler la musique africaine à ceux qui ne la connaissent pas, c'est-à-dire les occidentaux ». « L'effort aujourd'hui est fait auprès du public français, mais l'apport audiovisuel aidant (à partir de cette année notamment), cette expérience a de fortes chances d'être gagnante sur toute l'étendue du continent européen ». Nous ne souhaitons pas mieux !

Une chose est certaine : la limitation du Maracas d'Or au

niveau de la région francophone sud-saharienne rappelle, politiquement, le fameux accord Sykes et Picot sur la Palestine. C'est un peu comme si la France se réservait sa zone d'influence parmi ses anciennes colonies, laissant, pour ainsi dire, à l'Angleterre le soin de se « débrouiller » avec son Commonwealth. En ce qui me concerne, c'est-à-dire la musique, le fait n'est pas moins grave. Chacun sait que la production anglophone est très importante. Le Nigéria à lui seul, avec des noms comme Fela A Kuti, Sonny Dkosuns, Joni Hastrup et beaucoup d'autres encore, constitue un apport prépondérant dans la musique africaine, d'autant plus que ce pays est le seul en Afrique à posséder une industrie discographique remarquable. Je me suis longtemps demandé pourquoi Myriam Makeba avait été couronnée l'année dernière, d'autant plus qu'elle est anglophone. Je viens d'apprendre que son dernier disque « Comme une symphonie d'amour » est en français. C'est une raison entre autres.

Entre autres, il faut le dire, car la plus grande difficulté des tenants des Maracas d'Or est « de trouver la locomotive pouvant tirer les wagons ». C'est simple : pour capter l'attention de l'opinion, il faut des artistes possédant une renommée internationale. Grâce à ces derniers, les moins connus pourront se faire une place au soleil. J'ai beau compter sur mes doigts ; il ne reste plus que Manu Dibango en Afrique ; que feront-ils donc après ?

A défaut de « locomotives », il faudrait que toutes les maisons de disques, que tous les producteurs, indépendants sachent à quelles portes frapper. Lors d'un récent séjour en Afrique, j'ai écouté des dizaines de disques qui méritent de figurer sur les listes des membres du jury du Maracas d'Or. Mais comme ces producteurs et éditeurs (qui n'émergent même

pas, dans leur majorité, dans les livres de commerce et les revues spécialisées) ne possèdent pas de service de presse, on est en droit de se demander si des valeurs potentielles ne sont pas simplement étouffées.

COMMENT DEVENIR MARACAS D'OR !

Tout d'abord, il faut être originaire d'Afrique noire francophone ou des Antilles françaises, chanter en français ou dans une des langues dites « vernaculaires » du pays. Toutefois, il faut souligner que le jury ne s'arrête pas à cet aspect des choses : en effet, la qualité et la portée du tecte qui ont leur importance doivent être soulignées par une technique musicale majeure. La qualité du mixage et du son ne doit pas être oubliée. Bref, il faut sortir un disque qui coïncide avec le but des Maracas d'Or, à savoir « promouvoir une musique africaine ou antillaise accessible à d'autres gens que les originaires du pays de l'artiste ». J. Le Sergent dixit !

Au cours de deux réunions semestrielles, les membres du jury échangent des informations sur des disques qui ont retenu leur attention. En bout de compte, chaque membre jette dans un panier placé à cet effet la pochette du disque qu'il a plébiscité. Les pochettes supérieures en nombre seront celles du prochain Maracas d'Or.

La société Pernod sponsorise cette entreprise. A défaut de permettre matériellement aux lauréats de poursuivre leur carrière, elle leur permet de bénéficier d'une certaine référence artistique leur donnant la faculté de négocier avantageusement des contrats à venir. Après deux années d'existence, le Maracas d'Or se porte bien. Mais il est indiscutable que son succès à venir dépend fortement de la diversité et de la qualité de la production africaine à venir, ce qui n'est pas du tout évident (voir notre numéro du 3 janvier 1981). Le Maracas d'Or voudrait travailler avec des formules existantes. Ne pas être au four et au moulin, on connaît l'adage. Mais alors, quand le moulin est en panne ?

Une enquête de Pasteur Lappé

Rappel des lauréats des Maracas d'Or

— 1979 —

Afrique : Les Ya Tu Pas (Zaire), Pierre Akendengué (Gabon), Bacar Cheik Drame (Mauritanie).
DOM-TOM : Henri Guédon (Martinique), Bill-O-Men (Caraïbes), Al Lirvat (Guadeloupe).

— 1980 —

Trophée spécial pour l'ensemble de son œuvre : Myriam Makéba (Afrique du Sud).
Afrique : Bovick (Zaire), Fanta Damba (Mali), Ismaël et Sizu Touré (Sénégal).
DOM-TOM : Pierre Maizeroi (Martinique), Eugène Mona (Martinique), Gratien Midonet (Guadeloupe).



Photo Jean Raison

HOCINE TAFER

J'ai de l'ambition

Ouvrir une Rubrique « Sport » à « Sans Frontières », c'est permettre par là de rendre compte de certaines expériences qui ont lieu ici et là, dans certains quartiers.

C'est donner la parole à des sportifs, amateurs ou professionnels, immigrés. Faire cela c'est montrer ce qu'a de subversif le SPORT, comme moyen de promotion sociale ou dans d'autres cas de moyen éducatif qu'il remet en cause le rôle de force de travail impartie à l'immigration.

Faire cela ne doit pas nous

faire perdre de vue qu'il faut se garder de véhiculer l'idée que ces sportifs sont des représentants de l'immigration.

Ce serait par là dire qu'il y a de bons et de mauvais immigrés et accréditer d'une autre manière une vieille idée qui a donné le titre d'un film : « Les Ambassadeurs ». Ces sportifs sont -le mot de Dahleb est juste- « des immigrés privilégiés ». Car on oublie que le sport est à l'image de la société, imprégné par certaines valeurs. L'interview de Hocine Tafer nous permet de faire ces réserves.



SF : *Quel a été ton itinéraire ?*

HT : Je suis arrivé par ma force je suis arrivé à la boxe à l'âge de 15 ans, j'ai fait des combats, en amateur, en scolaire, une trentaine, à peu près. je me suis arrêté, j'ai repris. Je n'ai commencé sérieusement qu'à l'âge de 18 ans. J'ai fait des compétitions, des tournées, des tournois. J'ai été sélectionné dans l'équipe de France plusieurs fois. le sport est une chose, la vie en est une autre. On a beau être immigré ou pas immigré, si on a la capacité d'un grand champion, on réussit. C'est tout. J'ai réussi à m'imposer par ma force, par ma boxe, par la volonté de l'entraînement.

SF : *Quand tu as commencé à l'âge de quinze ans, tu faisais partie d'un club ?*

HT : Je faisais partie d'un club à Echirolles dans la banlieue de Grenoble. J'ai trouvé un professeur qui était aussi de Grenoble je suis resté avec lui pendant six ou sept ans, jusqu'au championnat d'Europe où j'ai fait match nul. Après cela, j'ai pris la décision de m'installer à Paris.

SF : *Dans le club où tu étais, est-ce qu'il y avait d'autres enfants d'immigrés ?*

HT : Dans toutes les salles de boxe, il y a des immigrés. Je crois que les immigrés sont faits pour être combattants, ils sont faits pour se battre et la preuve c'est que la plupart des champions sont des immigrés, même au niveau mondial. Il y a un seul regret, c'est qu'en Algérie, il n'y a pas de professionnalisme ; autrement, tous les grands champions seraient sûrement là-bas.

SF : *Comment tu expliques que les enfants d'immigrés sont faits pour le combat ?*

HT : Pas tous les enfants d'immigrés... La boxe est un sport qui plait énormément aux enfants d'immigrés, c'est un sport de combat. Ils ont beaucoup d'énergie et ils ont envie de se dépenser. C'est un sport qui exige beaucoup de force, de moyens physiques il est beaucoup pratiqué par les enfants d'immigrés.

SF : *La défonce est naturelle ou elle est liée à d'autres problèmes. Est-ce que ce n'est pas une violence ... ?*

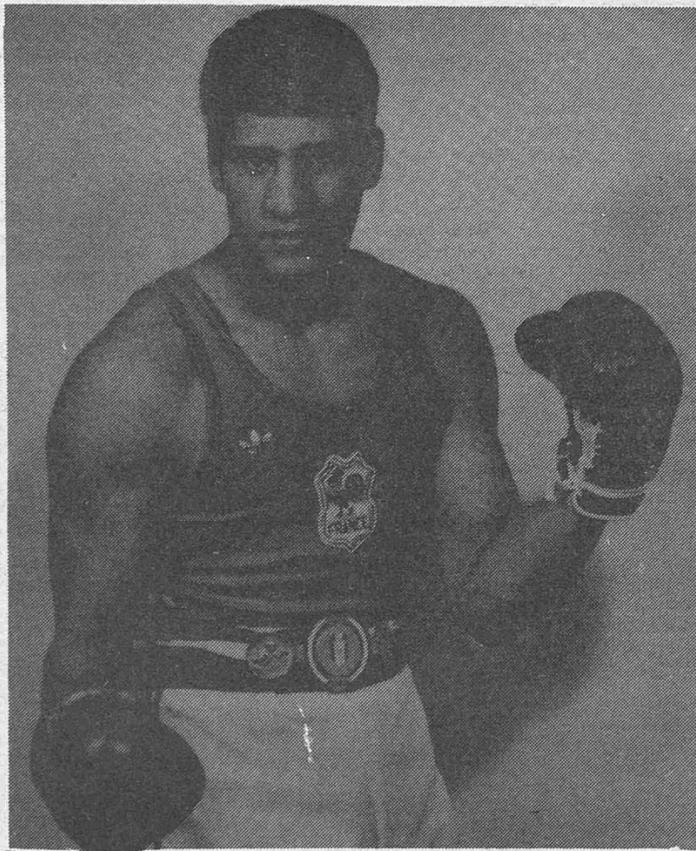
HT : *Ce n'est pas une violence. C'est tout simplement des enfants qui ne sont pas avertis dans leurs familles. Je crois que les immigrés sont assez doués pour la boxe. Et on y vient tous pour essayer de sortir du pétrin.*

SF : *La boxe n'est-elle pas une voie, parce qu'il y a beaucoup d'échecs scolaires ?*

HT : C'est un problème à part de la boxe. Tout dépend de la vie de famille, des possibilités des parents.

SF : *Tu es allé jusqu'à quel âge à l'école ?*

HT : Moi, je suis allé jusqu'à l'âge de seize ans. J'ai eu mon CAP de menuisier. L'école ne m'a jamais emballé. J'ai toujours eu envie de travailler. Ensuite, je me suis consacré à la boxe.



SF : *Et là ...*

HT : Je consacre tout mon temps à la boxe et à la restauration (j'ai ouvert un restaurant). Ce sont mes deux métiers.

SF : *Le restaurant, il y a d'abord l'aspect commercial, il y a peut être l'aspect rencontre ?*

HT : Ce n'est pas inscrit sur le restaurant « Chez Hocine Tafer » J'ai fait cela surtout pour aider ma famille, car avec le chômage qu'il y a actuellement ... J'ai fait

ça pour eux. La restauration, c'est un placement. Car moi, j'ai de l'ambition, je ne crois pas m'arrêter là.

SF : *L'allusion que tu as faite sur l'Algérie ...*

HT : Je ne connais pas bien l'Algérie, je suis venu à l'âge de deux

ans, je ne suis jamais plus retourné. Je dis que si on avait accepté le professionnalisme, il y aurait eu de très grands champions. Maintenant, la politique et le sport, ce sont deux choses différentes, je ne tiens pas à mélanger les deux.

SF : *Tu te situes comment par rapport à ton origine ?*

HT : On ne peut pas être citoyen français à part entière. Je suis conscient que mes parents sont immigrés. je mets beaucoup de confiance dans mon pays. Là, je suis appelé à vivre en France et ce qui est tout à fait normal, j'ai opté pour la nationalité française, pour avoir tous les avantages. Je sais bien que mes parents sont immigrés, que je suis moi-même immigré. Ce sont là des questions embarrassantes que vous me posez. Je préfère des questions sur le sport.

SF : *On pose, on se pose des questions ... ?*

HT : Toutes ces questions (le retour, le racisme) ne m'effleurent pas l'esprit. C'est un complexe que vous vous faites. Moi, personnellement, je n'ai jamais ressenti le racisme. Il faut se faire à l'idée que si on renvoie tous les immigrés, la France ne tournera pas. C'est pas possible.

SF : *Le racisme n'existe pas, alors ... ?*

HT : J'ai ressenti, bien sûr, que j'étais immigré, mais je prouve aux autres que je suis aussi capable physiquement que moralement ...

SF : *L'aspect positif de votre expérience... c'est de dire que l'immigration n'est pas seulement une force de travail ?*

HT : Ce sont là des questions vraiment délicates, et il est

Hocine Tafer né le 16 mars 1955 à Constantine. Champion de France mi-lourd (en 1978 à Echirolles, banlieue de Grenoble). Titre défendu 4 fois. A combattu pour le championnat d'Europe (match nul) ; 150 combats, 148 victoires, 2 défaites.

très dur pour moi de vous répondre. Je ne connais rien de l'Algérie. Je ne peux pas parler en connaissance de cause. Je n'ai pas la mentalité. Je suis un immigré, mais je ne pense pas en avoir la mentalité. Ce sont des questions auxquelles je n'ai pas pensé.

SF : *Est-ce que tu as pensé que tu es représentant de l'immigration ?*

HT : J'ai bien sûr des supporters, mais je boxe pour moi, pour ma famille. Je ne suis représentant de personne.

SF : *Tu as des échos de tes matchs en retour... des liens.*

HT : Quand je m'appelais Hocine Tafer et que je n'étais pas champion de France, ces gens là ne me représentaient pas. Je vois pas pourquoi je les représenterais aujourd'hui.

SF : *c'est une situation de fait ...*

HT : Je n'empêche rien. mais je ne veux pas qu'on dise que Hocine Tafer représente ceci ou cela. C'est bien agréable qu'il y ait à mes combats des supporters algériens, mais ça s'arrête là, sans plus. En tant que boxeur j'essaie de satisfaire tout le monde. Je regrette d'être aussi cruel, mais il ya beaucoup plus d'immigrés qui m'ont fait du mal. Pour le moment, c'est comme ça. J'ai 25 ans, peut-être que je changerai ...

SF : *Quels sont tes projets ?*

HT : Mon ambition c'est de disputer un jour le titre mondial, de sortir ma famille de la misère. Actuellement, je suis classé 5ème au plan mondial. je serai, d'ici la fin de l'année, challenger à titre d'office et ensuite, on verra avec les enchaînements qu'il y aura.

SF : *Ton prochain combat ... ?*

HT : Le 22 janvier à la porte de Pantin.

Propos recueillis par Hamoudi

AGENDA

PARIS

Musica

Djamel Allam, au théâtre de la Ville (place du Châtelet), du 13 au 17 janvier (18h30). Si bien sûr, vous aimez la Kabylie.

Ballets Kodja (danse africaine) du 15 au 18 janvier à 20h30 et le dimanche à 17h ; **le groupe Apocalypse** (c'est du super jazz reggae) se produira du 22 au 25 à 20h30. Le groupe **Hibiscus**, du jazz classique, sera là le 25 à 17h et le 26 à 20h30 ; du jeudi 29 au dimanche 1^{er} février, **Louis Xavier** vous jouera du jazz antillais au Théâtre Noir, 25 rue des Cendriers, 75 020, tél: 797.85.14

« **Al Canto** », tradition et renouveau de la chanson et de la poésie populaire régionale par Marie-Annick Berriat et Christine Pichon du 13 au 31 janvier chez Georges, 11 rue des Canettes, 75 006 Paris.

Elefteria Kotzia (guitare) le 13 janvier à 21 heures à la Cité Internationale Universitaire.

De plus en plus le **Dunois** devient un des lieux musicaux de Paris les plus intéressants, ce mois-ci, il y a un chouette programme, les 15, 16 : **Diaphane** avec **Perez** à la guitare, **Euvrard** à la basse, **Garcia** au sax, **Planchon** à la batterie et **Fouky** au clavier. La 17, le trio **Dovle, Avenel, et King Mock**. La 18, duo **André Goudbeek et Fred Van Hove**. Le 19, danse avec le groupe **Dunes et Association 1901**. Le 21, trio avec **Daunick Lazzro** (sax), **Guy Villerd** (sax) **Chris Rollet** (bt). Allez-y cool, tous ces spectacles se passent donc au **Dunois**, à 21 heures.

Le duo **Lacombe Asselin** (contrebasse et mandoline les 15 16 et 17 à la Tanière.

Si par contre vous aimez **Leny Escudero**, il passe à partir du 19 janvier à l'Olympia.

Les chants d'Amérique du Sud, la soi-disant Amérique Latine au Théâtre de la Ville avec **Isabel et Angel Parra et Patricio Castillo** à 18h30.

Jazz au féminin pluriel à 20h30 le 19 au T.E.P., allez-y, elles sont super, et de plus elles font de la bonne musique.

Fusion Jazz & No, **Steve Lacy Shiro Daimon et Noh Baby**, improvisation danse musique avec **Steve Potts et Irène Albi**; le vendredi 16 et le samedi 17 janvier à 21 heures au Centre Américain (261 Bd Raspail, 75014).

Cinéma

La Noce : adapté de « La Noce » de Brecht, ce film traite des déchirements d'un couple la nuit de leur noce avec, en arrière fond la Tunisie des lois de 72, du libéralisme et de l'appauvrissement du peuple.

Cette projection aura lieu le vendredi 16 janvier à 19h.

Les Déracinés : l'expression des fallahs de l'Ouersanis et leur exode vers la ville où ils vont devenir des prolétaires amassés dans les bidonvilles ; film de **Lamine Nirbah** ; réalisateur algérien ; le vendredi 23 à 19 heures au Centre Culturel Irakien (11 rue de Tilsitt, 75017).

Inter service migrants organise trois journées de rencontre autour de la Tunisie le 15, 16 et 17. La journée du 17 sera consacrée à une rétrospective du cinéma tunisien en France et suivi d'un débat sur les conditions de production et création artistique dans le tiers monde : les cinéastes et cinéphilosophes y sont vivement conviés.

Expositions

Visage et paysage de Kabylie de Amar Hadjih. Immigration en noir et blanc de **Benne Abdelhak**. A l'atelier 74 (74 rue de la Verrerie) jusqu'au 2 février.

N'Guyen Van Minh. L'un des maîtres de la laque au Vietnam. Au 22 Boulevard Malesherbes jusqu'au 23 janvier.

Exposition de peinture de **Ateia mostafa** du 15 au 30 janvier au centre culturel d'Egypte (111 bd Saint-Michel).

BANLIEUE

Boulogne Billancourt

Animation autour de l'exposition de 99 miniatures des **Maqamats de Hanini** par **El Wassiti**, expo jusqu'au 22 janvier au comité d'entreprise de Boulogne-Billancourt.

Corbeil sur Essonne

Ali Khiran Ben Azouz (chanteur arabe) se produira à 20h30 au Mille Club des Tarterets. le 17 janvier

Argenteuil

Au théâtre **Jean Vilar** : **Geoffrey Oryma** se produira à 14h30, le groupe portugais de **Francoville** à 15 heures ensuite le groupe africain de **Sedaine**. le 17 janvier

Choisy le Roi

Geoffrey Oryma à 20h30 au théâtre **Paul Bluart**. le 17 janvier

Nanterre

Musique traditionnelle d'Irlande avec « **Dalriada** » le 16

Suresnes

Un groupe de femmes algériennes les **Djudjura** chanteront le 16 à 21 heures au Théâtre **Jean Vilar**.

Cergy Pontoise

Les **Quilapayun** vous emmèneront au Pérou le 23 à 21 heures au Centre d'animation Culturel.

Gennevilliers

Semaine sur le cinéma musical du 19 au 24 janvier. Concert de musique funk et rythmen blues à 21 heures le 19 « **Exodus** » sur **Bob Marley** à 18h30 le 20 (c'est super il faut le voir). « **Feast Friends** » **Jimmy Hendrix** le 21 à 18h30. « **Reggae sunsplash** » sur **Bob Marley** le 22 à 18h30. Pour ceux qui ne connaissent pas la salsa, il faudra danser, vous laissez emporter par la musique. L'ensemble aura lieu à la salle **Robert Desnos**, Bd J.-J. Rousseau (quartier du Luty à Gennevilliers) et le samedi à 20h **Ciné-bouffe** avec « **Le blues entre les dents** » à la **M.J.C. des Agnettes**, 16 rue Julien Mocquard, tél: 799.55.47 (vous auriez pu finir cette semaine de film avec un vrai concert de musique de salsa immigré ou de reggae), amusez-vous bien.

Courbevoie

Opéra Rock avec le groupe **Morange et Fertier** à 21 heures à la Maison pour Tous.

Lardy

Le groupe **Khamsa**, le 15 janvier présente : « **Arabesque à voir et à entendre** » au comité d'entreprise de Renault de Lardy dans l'Essonne.

Saint Michel sur Orce

Concert Jazz : **Portal Unit** le 17 janvier à 21 heures au Hall des Fêtes.

Creteil

Philippe Catherine, Christian Escoudé, à la **MJC Mont-Mestry** le 10 janvier à 20h30.

BEZONS

Au moment où certaines municipalités se distinguent par de facheuses initiatives (style : animation mécanisée), d'autres, en particulier celle de **Bézons** dans le Val d'Oise continuent tant bien que mal une animation culturelle, les immigrés « maghrébins font partie de la communauté bezonnaise. la colonisation, d'abord, l'industrie ensuite, les ont attirés par milliers pour aider au développement économique de la France (...) leur civilisation est aussi riche et aussi ancienne que la notre et elle produit aussi de grandes merveilles... » comme aime à la dire le maire pour présenter la quinzaine qui se déroule au théâtre **Paul Eluard**, exposition **Ecriture-image** (de l'écriture arabe à la gravure et la peinture) jusqu'au 31/1 projection de films : **Chronique des années de braise** ; **Le Soleil des Hyènes** ; **Omar Glatato** ; du **Misérabilisme immigré avec l'autre France Alyam Alyam** et le 24 à 21 h chanson **Djamel Allam** le 24 à 21 heures au Théâtre **Paul Eluard**.

Chaville

Une semaine soi-disant de l'immigration, mais plutôt une semaine contre le racisme du 24 au 31 janvier : expo sur la déportation, sur les immigrés, et des droits de l'homme, plus des musiques folkloriques, des débats, des projections de films, le classique « **Elise ou la vraie vie** » et peut-être le film de **Riza Salah** « **L'Hégire au Vingtième Siècle** » et du théâtre avec **Habib et Marie-Pierre** avec leur pièce « **Ça va, ça va très bien** » ; une manière de lutter contre le racisme est de faire connaître ce que font les immigrés hors de leur travail, alors ne manquez aucun spectacle durant cette semaine.

PROVINCE

Lens

Bonne année à tous les Lenois qui connaissent **Momo**, le reggae vient chez vous avec **Ozila Reggae** à la Salle d'œuvre de **Billy Montigny**.

Poitiers

Cuarteto Cedron à la Maison de la Culture à 20h30 le 13 **Mercedes Sosa** le 17 à 20h30.

Compiègne

Quartet de jazz le 23 à 21 heures au Centre d'animation et culturel.

Grenoble

A la maison de la Culture : cinq jours de jazz 1981 du 16 au 22.

Marseille

Rencontre autour de la percussion ; **Djamchid Cherami, Zarb**, musique traditionnelle iranienne, touchers : percussion contemporaine. En coproduction avec le **Grim 15** janvier : débat : « **Quel enseignement de la percussion ?** ».

Aix En Provence

Ville d'eau et ville d'art

Raffes et expulsions des immigrés à Aix

Jusqu'où va la légalité ?

Des discours ...

« **je demande au Ministre de l'éducation d'inviter les recteurs à organiser le même jour, en concertation avec les enseignants, un cours aux élèves sur le caractère pluraliste, tolérant et fraternel de la Société Française** » ...

Giscard D'estaing, 8 octobre 80

... aux faits

Expulsions, raffles en cascade se succèdent en France et à Aix en particulier (ville d'eau, ville d'art), depuis que la loi Bonnet est appliquée.

En fait, cette loi constitue une incitation aux manifestations de racisme et une profonde atteinte aux Droits de l'Homme et aux principes énoncés par le Président de la République.

Réunion publique d'information organisée le mardi 27 à 20 h 30 à la Salle Carnot sur les expulsions massives qui se produisent quotidiennement.

LDM-MRAP-Collectif + ASTI-Regroupement-CLAP-PS-

Annonces Sans Frontière ... Annonces Sans Frontière ... Annonces ..

Cours

Donne cours musique tous styles (rock, funky, jazz) solfège, harmonie, demander **Djamel** au 700.37.68.

Etudiant portugais donne cours de portugais tous niveaux tél.: 723.82.16.

Donne cours italien, tél.: 524.52.21 poste 1205, heures de travail et demander **Franck**.

Cherche musiciens avec leur matos, branchés sur le reggae, rock et salsa pour créer groupe musical, je possède les chansons et les musiques ; tél au 327.20.57

Cours de guitare tous styles (rock, jazz, funky) solfège, harmonie : demander **Nadir** au 867.98.20

Cherche personne pour donner cours particulier de psycho-physiologie, contacter le 527.28.30 après 22 heures et le week-end.

Cours d'espagnol par professeur diplômé, bilingue, avec expérience. Tél au 329 31 07

Jeune fille étudiante espagnol donnerait Cours d'espagnol, Barian 21 rue Maublanc 75015 PARIS

Cours de guitare jazz, blue harmonie, improvisation tonale modale et solo d'accords, résultats garantis si travail régulier. Prix : 120 F par mois. Tél 340 36 31 M. Orlando

Jeune étudiante en droit habitant Villejuif, aiderait jeune enfant à surmonter difficultés scolaires, le soir après l'école. Tél. au 677 28 62 (après 18 h) Antillaise, licenciée, maths donnerait cours à domicile, de la 6e à la terminale. Prix : 45 F/h Tél : 557 07 24 (après 19h) Jeune fille anglaise cherche à donner des cours d'anglais. Prix raisonnable. Tél 336 27 35 Ferais traduction de langues étrangères, en français en polonais, ukrainien, russe. Donnerais cours de polonais et ukrainien. Tél au 337 49 16

Bagnole

403 année 61 bon pour bricoleur, 600 francs. Tél.: 308.23.04.

504 année 70 roule très bien pour son âge, 3000 francs, tél et demander **Philippe** au 574.10.28.

Vends Peugeot 104, tél après 19 heures, 585.31.58.

4L, moteur mort, mais roule toujours, 300 francs. 209.94.80 après 18 heures.

Simca 1100 break de 1972 1500 francs, on peut discuter. **Adam**, 28 avenue de Suffren, Paris.

Piaule

Recherche une chambre ou un studio pas cher et cela très vite... Tél. au 278.44.78, demandez **Mohamed**, il est le seul **Mohamed** au journal.

Harrach

Je suis d'Oran, j'ai 20 ans, je suis à Fleury depuis deux ans et recherche correspondant filles ou garçons. Je vous attends pour commencer 1981 dans les meilleures conditions. **Ramdani Hocine**, 79249 M3 42 Fleury, 7 avenue des Peupliers 91705 Mérogis.

Agé de 38 ans, d'origine marocaine mais de nationalité française, beaucoup vécu, cherche correspondant, avec toutes personnes qui veulent m'écrire : **Kara Ben Salem**, 94833 DI 33 Fleury.

Dans un Sahara de désespoir dans cette prison où j'ai encore quelques années à faire, écrivez-moi, je vous remercie d'avance. **Elgard Mohamed**, 250 av. Beausoleil, 82000 Montauban.

Téléphone arabe

Mellah Hocine qui a disparu depuis octobre 1962 est prié de contacter son frère **Mellah Yahia**, 7 av. François Begue, 93240 Stains.

Monsieur Ladjadj Mahdjoub, rue 1 numéro 25b lot, aprevail Kouba, Alger en Algérie, cherche sa sœur. Depuis deux ans il est sans nouvelles par faute du hasard, il a perdu tout contact.

Zoubiri Mohamed à Beaujean, département du Rhône, est informé que sa famille se porte bien et qu'elle te souhaite une bonne année.

A Mohamed, l'Arrageois je m'excuse de ne pas t'avoir écrit une lettre mais promis, tu en recevras une très bientôt.

Mme Kadoui, 88 Bd Bessière, 75017 Paris, est informée que toute la famille **Boukhilfa Mustapha** se porte bien.

A toute la famille **Nemmiche et Chehieh**, je vous annonce que **Zilokha** a eu un enfant le premier janvier 1981, il s'appelle **Boumédienne** la photo du bébé la semaine prochaine. A bientôt.

Flopé salue tout le monde à Rennes et d'autre part comme elle ne reçoit pas de courrier en ce moment et qu'elle flippe, elle aimerait recevoir une ou des lettres d'un joint man un peu rouletabille et pas du tout angoissant et bien entendu qu'il soit branché au maximum sur la zizique. A très bientôt, vous aurez mon adresse la semaine prochaine.

Grenier

A vendre Machine à écrire prix 250 francs, tél. 378.77.94

Achète prix super étudiant because no money poly C2 et photocopie de TD, tél. le soir 19h à 20h au 658.89.99

Achète poly C2 plus photocopie de TD tél. au 16-31 94.81.55 poste 334.

Recherche le journal de ToTo en très bon état M. Bouvier 203 rue de Charenton 75012 Tél 307 92 38

Recherche dictionnaire église de France (Laffont éditeur) Tome II C.III C, IV B. Tél 562 93 65 (soir ou week-end)

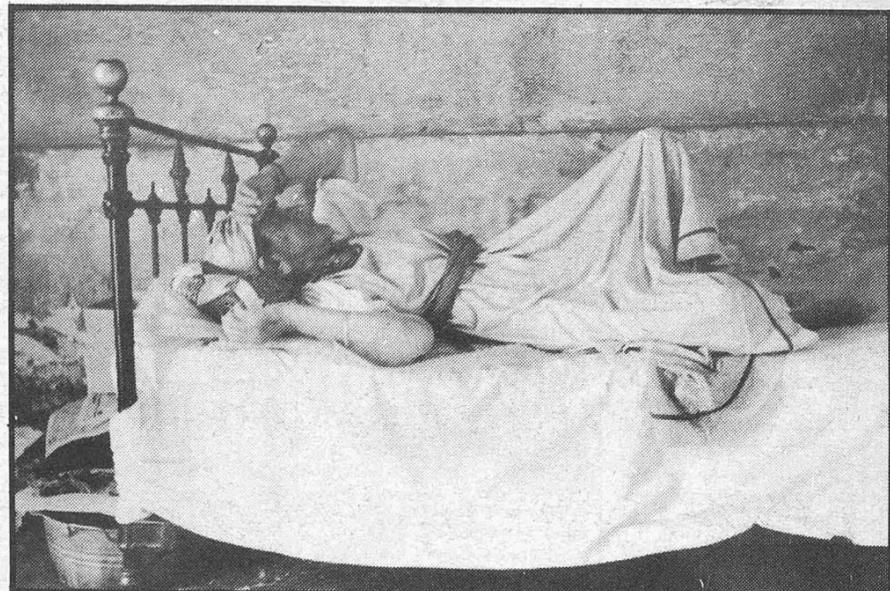
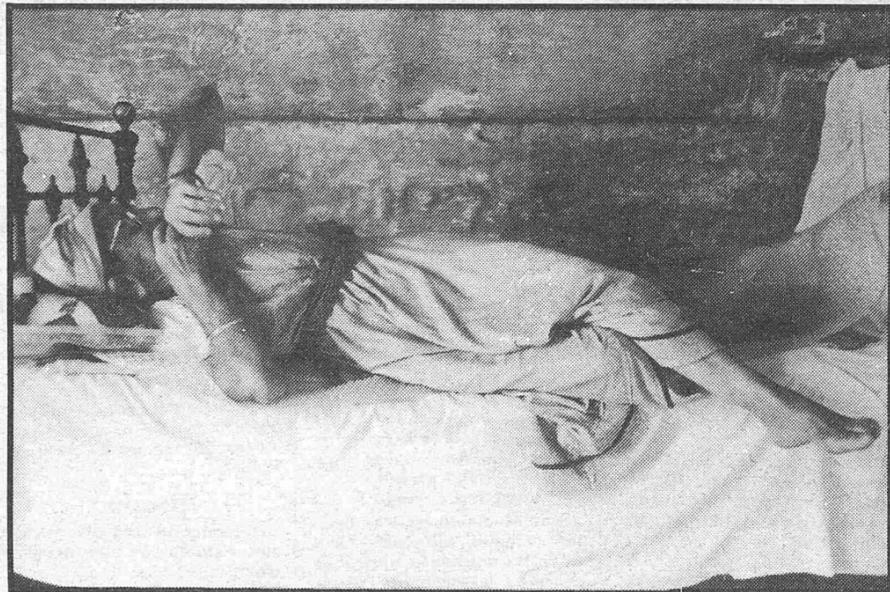
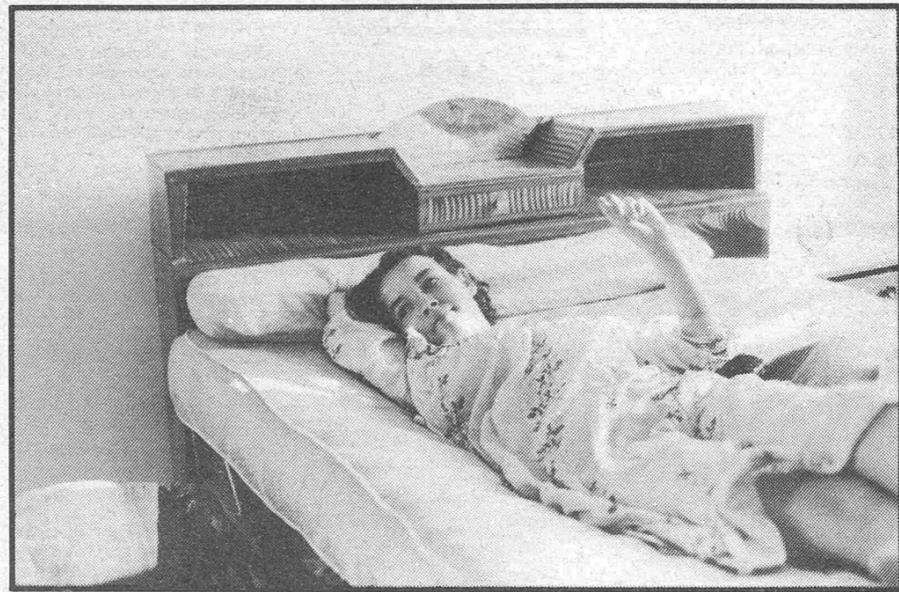
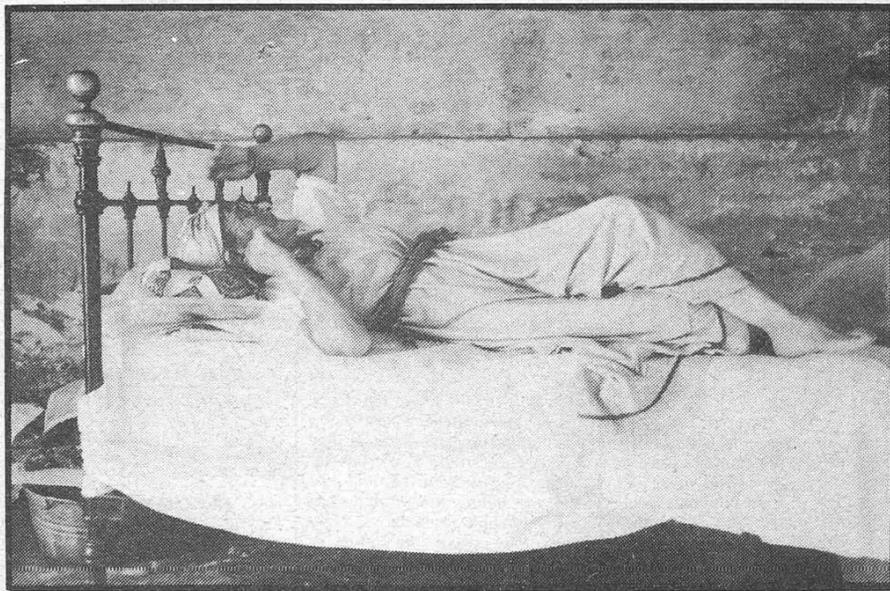
Cherche phono pour écouter des disques à aiguille, de préférence phono à pavillon, mais étudie toute proposition concernant phono malette ou phono meuble.

Job

Graphiste diplômé en communication visuelle et audio-vis. cherche job dans le domaine de l'immigration (portugaise de préférence), en France ou à l'étranger. Etudie toutes propositions. **José Guerreiro**, 140 rue Louis Becker 69100 VILLEURBANNE

Annonces gratuites à Sans Frontière

Est-ce possible, n'ont-ils pas besoin d'argent pour faire vivre l'hebdo. Mais si, elles sont gratuites mais rien n'empêche de glisser un petit billet en nous le signalant. merci ...



Aini, 20 ans à Tizi-Hibel en Petite Kabylie..

ALGERIE 1980 Farida Hamak

Soura, 80 ans, à Bougie dans la Grande Kabylie...